11e année — N° 209 — 25 Octobre 1935

Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

DANS CE NUMÉRO :

SANCTIONS OU PAS SANCTIONS

UNE HEURE DÉCISIVE

par R. LOUZON

OCTOBRE 1917 -- OCTOBRE 1935

La politique extérieure des Soviets

par L. EMERY

Le livre de Boris Souvarine : « STALINE »

par J. PÉRA

ADMINISTRATION ET RÉDACTION, 54, rue du Château-d'Eau — PARIS (10e)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. BOTzaris 21-02

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 209

(25 octobre 1935)

Sanctions ou pas sanctions ? UNE HEURE DECISIVE .... R. LOUZON.

Parmi nos lettres :

La dispersion des efforts. — Les paysans ont-ils leur place dans la société moderne ? — Réponse de Teilhac.

Octobre 1917-octobre 1935 : LA POLITIQUE EXTERIEURE DES SOVIETS. L. EMERY.

A travers les livres :

Boris Souvarine : « STALINE »................. J. PÉRA.

Renaissance du syndicalisme :

La grève des ouvriers agricoles de Narbonne.... ALBERT.

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SANCTIONS OU PAS SANCTIONS

UNE HEURE DÉCISIVE

Les situations auxquelles ont à faire face les révolutionnaires comportent très souvent des éléments contradictoires, si bien qu'il n'est pas toujours facile de discerner avec certitude où se trouve le devoir. Nous en avons un exemple avec l'actuel conflit italo-abyssin. La démission de Lansbury comme leader du groupe parlementaire du Labour Party, la violente opposition faite par ce qu'on est habitué à considérer comme l'aile gauche du mouvement anglais — l'Independent Labour Party et la British Socialist League — à la politique préconisée par l'immense majorité du Labour Party sous l'impulsion des syndicats, montrent que des hommes également convaincus, se réclamant avec une sincérité égale de mêmes principes et poursuivant les mêmes buts, peuvent adopter des positions diamétralement opposées, en une circonstance grave, sur un problème vital.

Je voudrais essayer d'exposer ici les raisons qui militent en faveur de l'une et l'autre thèse, puis donner mon opinion personnelle.

Les mauvaises raisons

D'abord, écartons les mauvaises raisons.

Le coup de l'incendie

C'est le *Matin*, je crois, qui a lancé cette comparaison qui a eu pas mal de succès, paraît-il, dans certains milieux : quand un incendie éclate, le moyen de l'éteindre n'est pas d'en allumer un autre à côté. Comparaison qui n'a qu'un tort : celui de comparer deux choses ...qui n'ont rien de comparable. Une guerre n'est pas un incendie. Une guerre, ce sont des gens qui se battent. Si donc on veut faire une comparaison avec la vie courante, il faut dire: quand deux personnes se battent, faut-il se contenter de les regarder en comptant les coups, ou bien faut-il intervenir pour les séparer, quitte à risquer de recevoir soi-même des coups ? C'est comme cela seulement que la question se pose, et comme cela qu'il faut la poser.

A cette question, nous savons quelle sera la réponse des gens « sages », des hommes « prudents », de ces « pacifistes » que la guerre ne gêne que lorsqu'elle les touche directement, ces hommes de « gauche » qui avaient plein la bouche du mot de « paix » au moment même où ils faisaient ou laissaient faire sans protestation la guerre du Rif parce qu'elle ne risquait pas d'être dangereuse pour eux. Tous ceux-là diront : Ne nous mêlons pas de ce qui ne nous regarde pas, assistons sans sourciller à la bataille et nous applaudirons, quand elle sera finie, à l'écrasement du faible par le fort.

C'est une opinion; je ne pense pas qu'elle puisse être la nôtre. Si l'*égoïsme* est le grand mobile d'action de la bourgeoisie, le prolétariat, lui, a toujours prétendu fonder son action sur la *solidarité*.

L'invocation des « précédents »

Un second motif invoqué contre l'intervention dans le conflit italo-abyssin est qu'en des circonstances analogues, lors de l'invasion de la Mandchourie par le Japon par exemple, la S. D. N. — ou, pour parler plus concrètement, l'Angleterre — n'est pas intervenue, si ce n'est par des palabres et des résolutions.

On sait combien nous avons personnellement regretté cette non-intervention, mais il n'est pas possible de nier qu'intervenir efficacement à l'autre bout de l'Asie contre le Japon était pour les puissances européennes et pour l'Angeterre une tâche infiniment plus malaisée qu'intervenir contre l'Italie, à la sortie du canal de Suez « A l'impossible nul n'est tenu ». je ne prétends pas qu'il n'était pas possible d'intervenir contre le Japon plus efficacement qu'on ne l'a fait, mais il est certain que cela eût nécessité la mobilisation de toutes les forces de l'Europe et il n'était pas sûr que cela même eût été suffisant.

Pour reprendre la comparaison employée plus haut, si quelqu'un n'est pas intervenu dans une dispute parce qu'il n'était pas de force ou risquait gros, on ne saurait en prendre argument pour lui interdire d'empêcher une autre dispute où sa force lui permet assez facilement de le faire. On ne peut donc arguer de la carence britannique dans le conflit sino-japonais pour imposer cette même carence dans la guerre italo-abyssine.

Des sauvages !...

Enfin, troisième « raison » : l'Ethiopie, après tout, c'est un peuple de sauvages; une expédition coloniale n'est pas une guerre et puis, même conduite par le fascisme, ça peut tout de même avoir des résultats civilisateurs, quand ce ne serait que de faire disparaître l'esclavage.

C'est là une nature d'arguments qui a eu beaucoup de succès dans les milieux de gauche français, lors de la guerre du Rif. Nous avons dit alors ce qu'il fallait en penser (1) et il faut en penser aujourd'hui, dans le cas de l'Ethiopie, exactement la même chose.

L'esclavage supprimé par la colonisation! Mais allez donc voir dans les colonies françaises! Le pacha de Marrakech, El Glaoui, le « grand ami de la France », celui auquel l'impérialisme français doit la paisible possession du Sud marocain, est un propriétaire d'esclaves. (Voir les articles du *Cri Marocain*, journal qui n'a rien de révolutionnaire, et dont les affirmations n'ont pas été démenties). L'es-

(1) Voir dans la *R. P.* de juillet 1925 l'article intitulé *Vive la République rifaine !*

clavage existe pareillement en Mauritanie (voir la brochure de Louis Hunkanrin qu'on trouvera à la Librairie du Travail). Ceci pour l'Afrique *blanche.*

Quant à l'Afrique noire, c'est-à-dire l'Afrique occidentale, centrale et équatoriale, il est reconnu par les officiels eux-mêmes que dans maintes régions l' « esclave de case » existe. L' « esclave de case », c'est-à-dire l'esclave domestique, celui-là même qui, seul, subsiste en Ethiopie.

Mais, en outre, la colonisation ne se contente pas de laisser subsister l'esclavage sous sa forme ancienne, elle y ajoute une forme plus moderne et plus atroce : le travail forcé. Le travail forcé qui décime les populations plus que ne le firent les traitants d'esclaves à l'époque où ils sévissaient le plus, alors qu'ils fournissaient aux besoins d'esclaves des colonies *européennes* d'Amérique!

La « civilisation » qui a détruit jusqu'au dernier habitant de maintes îles du Pacifique occupées naguère par une population saine et vigoureuse (2)!

Nous ne sommes certes pas les adversaires de la civilisation moderne — quels que soient les comptes que nous ayons à régler avec elle — mais, précisément, c'est un fait que seuls peuvent parvenir à la civilisation moderne les peuples restés indépendants.

Comparez les progrès du Japon qui a su résister à toute domination européenne, avec ceux de la Chine tenue en vasselage durant tout le XIXe siècle par les différentes puissances européennes! Voyez le Siam, indépendant, beaucoup plus « modernisé » que l'Indochine française! Et voyez la Turquie libérée des intrigues européennes qui abandonne en un tournemain ses coutumes séculaires, tout ce qui s'était introduit de particulièrement réactionnaire dans l'Islam, alors que les musulmans restés sous le joug de colonisateurs — maintenus de force, comme les Algériens, par exemple, sous la domination des marabouts — ont été incapables d' « évoluer » depuis des dizaines, voire une centaine d'années, qu'ils jouissent des « bienfaits de la civilisation ».

⁂

Telles sont les principales des mauvaises raisons données pour recommander l'inaction en face de la guerre abyssine. Raisons sous lesquelles se cachent ou bien le désir de ne pas gêner l'Italie parce qu'on ne veut pas gêner le fascisme, ou bien un vieux fond de lâcheté humaine qui ne veut pas s'avouer.

L'Impérialisme britannique

Voyons maintenant la seule bonne raison. La seule qui puisse être invoquée auprès des révolutionnaires.

La voici : l'intervention anglaise dans le conflit italo-éthiopien est une intervention *impérialiste,* elle n'est pas dictée par les beaux motifs qu'elle prétend, mais par des intérêts impérialistes; il ne s'agit pour l'Angleterre que de conserver ou d'étendre son empire.

Argument de poids qu'il faut examiner à fond.

Dès les débuts du conflit, j'avais indiqué qu'à mon sens les intérêts impérialistes de l'Angleterre ne constituaient pas la raison dominante de son intervention. Cela ne veut cependant pas dire que ces intérêts n'existent pas. Voyons exactement quels ils sont.

Il ne s'agit pas du Nil

On a beaucoup parlé du lac Tsana, source du Nil Bleu qui arrose l'Egypte, et du Soudan qui risquait d'avoir dans l'Italie un voisin gênant.

A mon sens, c'est à tort.

L'accord anglo-italien de 1926 que nous avons assez longuement signalé à l'époque (3) et sur lequel nous aurons à revenir plus loin, décidait, d'une part, que toute la région éthiopienne du lac Tsana et du Nil bleu serait mise sous le contrôle anglais; d'autre part que, à part cette région, tout l'*ouest* de l'Ethiopie irait à l'Italie.

Cet accord montre que ce ne peuvent être des préoccupations relatives au Nil et au Soudan qui font agir l'Angleterre aujourd'hui.

Il est bien certain, en effet, que Mussolini ne songe pas à renier son accord relatif au lac Tsana et au Nil. Il l'a déclaré maintes fois et ne l'aurait-il pas fait qu'on n'en serait pas moins sûr : il n'irait pas se mettre à dos l'Angleterre pour un territoire relativement petit par rapport à l'ensemble de l'Abyssinie et qui ne présente aucun intérêt particulier pour lui.

D'autre part, le fait que le gouvernement anglais de 1926 — l'un des plus impérialistes que l'Angleterre ait eus depuis la guerre — concédait à l'Italie l'ouest de l'Ethiopie, c'est-à-dire précisément la partie de l'Ethiopie limitrophe du Soudan, montre que l'Angleterre n'éprouve guère de craintes pour sa frontière soudanaise.

C'est donc ailleurs qu'il faut chercher les raisons d'ordre impérialiste susceptibles d'avoir déterminé l'actuelle politique britannique.

Ce qu'est l'Empire

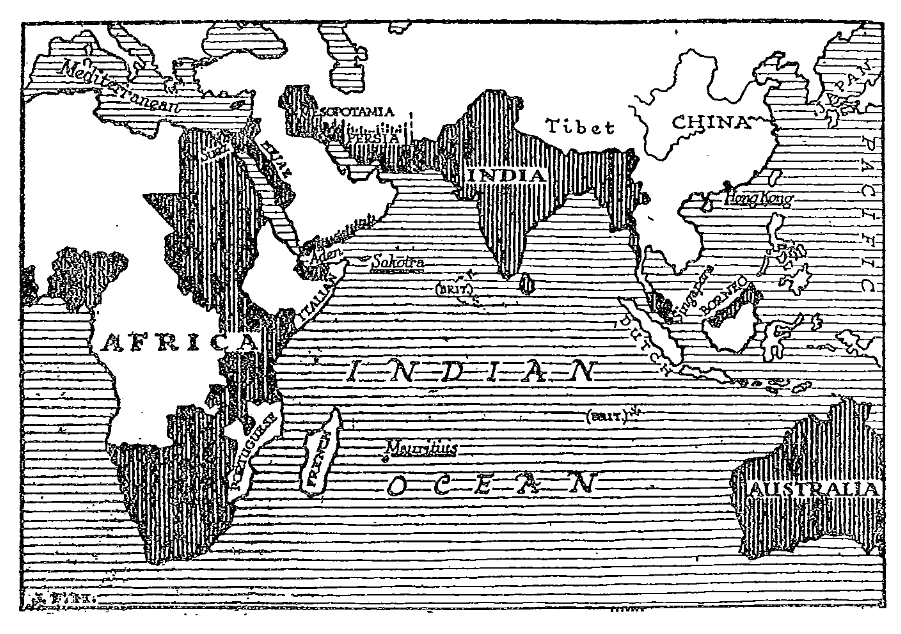
Lorsqu'on parle de l'impérialisme britannique, il y a une chose qu'il faut toujours avoir présente à l'esprit : *l'empire britannique, c'est essentiellement l'Océan Indien.* A la différence de l'empire colonial français fait de morceaux épars, l'Empire britannique a une unité, il est centré — centré sur l'Océan Indien. Non point que l'Angleterre n'ait des possessions ailleurs, mais celles-ci, pour des raisons diverses et notamment à cause de leur dispersion, ne sont en quelque sorte que des annexes de l'Empire, ce n'est pas l'Empire. L'Empire, c'est l'Océan Indien.

Jetez un coup d'œil sur la carte ci-contre, que nous empruntons, comme la suivante, à l'excellent atlas dessiné par les Collèges ouvriers d'Angleterre par le camarade Horrabin, et vous verrez que l'Océan Indien est un véritable lac anglais. Faisons-en le tour, si vous voulez.

---

(2) Voici un témoignage tout récent emprunté à la revue très bien pensante de la Société de Géographie (septembre 1935); il s'agit de Fatu-Hiva, l'une des îles Marquises : « *Jadis toutes ces vallées étaient très peuplées :* 20.200 *habitants en* 1842; 2.147 *en* 1930! »

(3) Voir dans la *R. P.* de décembre 1926 : *le fascisme risquera-t-il la guerre ?*



LE LAC BRITANNIQUE DÉNOMMÉ OCÉAN INDIEN
(Tout ce qui est noir est possession ou sphère d'influence britannique.)

A l'entrée, le long de l'isthme de Suez et de la mer Rouge, l'Egypte, semi-protectorat britannique; de l'autre côté de la même entrée, la Palestine, colonie anglaise, doublée de la Transjordanie, semi-protectorat britannique.

Entrons, et suivons le pourtour dans le sens des aiguilles d'une montre. C'est d'abord les différents Etats arabes de la péninsule arabique, tels que ceux du Hedjaz et du Yemen, Etats indépendants, certes, de l'Angleterre, mais à l'égard desquels, malgré leur relative insignifiance, l'Angleterre pratique une politique extrêmement active, tenant avant tout à s'assurer leur amitié, à défaut de leur sujétion.

Nous voici au golfe Persique : au fond, c'est l'Irak, pays hier sous mandat de l'Angleterre et dont elle s'est aujourd'hui fait un allié, — à côté, c'est la Perse, que l'Angleterre avait rêvé autrefois de partager avec le tsar en s'en réservant la partie sud, c'est-à-dire celle limitrophe de l'océan; le rêve s'est évanoui, mais à son défaut l'Angleterre a établi sur la région côtière de la Perse une emprise économique de taille avec les puits de pétrole de l'Anglo-Persian et elle ne manque pas une occasion de cultiver l'amitié du gouvernement de Téhéran, comme vient de le montrer encore récemment l'empressement qu'elle a montré à accéder à sa requête tendant à une augmentation des redevances versées pour le pétrole extrait.

Puis, c'est le gros morceau, l'un des trois gros morceaux : l'Inde.

Ensuite la Birmanie; ensuite la Malaisie, avec Singapour. Entre les deux, un petit morceau du Siam. Le Siam, pays indépendant, mais dont l'Angleterre est depuis longtemps le « conseiller »... fort écouté.

Plus loin, en continuant la côte asiatique vers l'Est, nous sortons de l'Océan Indien, et nous sortons en même temps de l'Empire britannique. C'est le Pacifique, ce sont les Indes néerlandaises, l'Indochine française, la Chine, etc... Certes, l'Angleterre a, là encore, des établissements et même des établissements de taille : non point tant les puits de pétrole de Bornéo que ces vastes places de commerce que sont Hong-Kong, le plus grand port du monde, et les « concessions » chinoises, véritables emporia de l'Extrême-Orient. Mais, malgré leur gigantisme, ces établissements britanniques du Pacifique ne constituent pour ainsi dire qu'une antenne à l'Empire, une antenne que celui-ci projette au dehors à la fois pour sentir les dangers qui pourraient lui venir de l'extérieur et pour sonder les occasions favorables qui lui permettraient de s'étendre. D'ailleurs, cette antenne, depuis les développements japonais, semble se rétracter : elle a perçu que les dangers à courir dans cette direction étaient désormais plus grands que les profits à retirer.

Restons donc dans l'océan Indien et continuons le tour. Ce que nous trouvons maintenant, c'est un second joyau de l'Empire : l'Australie.

Nous sommes arrivés à une extrémité; revenons donc vers l'ouest, et c'est un troisième joyau : l'Afrique du Sud (Cap, Transvaal, etc.). Il ne nous reste plus qu'à remonter la côte orientale d'Afrique, le long de laquelle nous ne trouvons plus jusqu'à l'Abyssinie que possessions britanniques : le Mozambique, colonie du Portugal, intime allié de l'Angleterre; le Tanganyika, territoire sous mandat britannique; le Kenya, colonie anglaise. Au delà de l'Abyssinie, nous retrouvons le Soudan et l'Egypte. Le circuit est fermé.

Le circuit est fermé, et nous ne sommes à peu près pas sortis de l'Empire. Une seule enclave « étrangère » importante : Madagascar, que l'impérialisme français rafla de justesse à la fin du siècle dernier.

Cette enclave va-t-elle se doubler d'une autre: l'Abyssinie? — telle est la question qui se pose aujourd'hui pour l'impérialisme britannique. Enclave d'une importance territoriale aussi grande *grosso modo* que Madagascar, mais qui occupe une situation infiniment plus dangereuse.

La route de sortie de l'Empire

La vraie route du Cap au Caire n'est pas l'hypothétique chemin de fer que les amateurs de transsahariens en chambre rêvent de construire entre les deux villes, c'est la route maritime, celle qui passe par la mer Rouge, la route qui avant d'atteindre Suez passe par le détroit de Bab-el-Mandeb. La seule sortie de l'océan Indien, c'est-à-dire de l'Empire britannique, c'est la mer Rouge, où on ne peut entrer

que par l'étroit passage qui sépare Djibouti d'Aden, l'Abyssinie de l'Arabie. Celui qui tient ce détroit ou qui simplement, y occupe une position dominante, tient à sa merci tout l'Empire britannique. Or, le maître de l'Abyssinie peut acquérir cette position dominante.

Tant que l'Italie et la France n'ont chacune qu'une faible bande côtière, sans arrière-pays, sans la large base que peut constituer un pays double de la France comme l'est l'Abyssinie, ce n'est pas très dangereux. Aden suffit. Il n'en serait plus du tout de même si l'Abyssinie tombait sous la domination de l'un des maîtres de la côte.

L'accord de 1926

A la lumière de cette situation, l'accord anglo-italien de 1926 s'éclaire, et celui-ci éclaire à son tour la politique présente.

Si, d'une part, c'est la partie ouest de l'Ethiopie que l'impérialiste Chamberlain accordait en 1926 à l'Italie, c'est que c'est là la partie la plus éloignée de la mer, celle qui écartait le plus l'Italie du détroit de Bab-el-Mandeb. Et pourquoi, d'autre part, laissait-on l'est de l'Ethiopie non attribué ? Nous l'avons dit à l'époque : si l'accord anglo-italien ne parlait pas de l'est de l'Ethiopie, c'est qu'il le réservait implicitement à la France à titre de « compensation ».

L'accord de 1926 aboutissait donc à un partage de l'Abyssinie : l'ouest à l'Italie, l'est à la France. Un tel partage n'eût point été dangereux pour l'Angleterre, car la France n'ayant que l'est de l'Ethiopie, dont toute la partie basse est tropicale et désertique, n'aurait pas eu là une base suffisante pour devenir dangereuse. Par contre, grâce à son occupation de la partie est, la France constituait une barrière séparant l'Italie du détroit, et surtout, par sa présence seule, elle annihilait les velléités d'action qu'aurait pu avoir l'Italie. En somme, par le partage de l'Ethiopie, l'Angleterre créait sur les bords de la mer Rouge une situation analogue à celle existant en Méditerranée : la coexistence d'une France et d'une Italie de forces à peu près égales, de sorte que, se neutralisant l'une l'autre, aucune des deux ne pouvait être un danger pour les communications de l'Empire.

Mais l'affaire ne réussit pas.

Le gâteau — assez rocailleux, du reste — que l'on mettait ainsi sous le nez de la France, celle-ci ne fit aucun geste pour le saisir. L'impérialisme français était encore trop occupé au Maroc pour s'embarquer sur l'heure dans une nouvelle aventure coloniale.

Cependant, l'impérialisme français entendait réserver l'avenir; en conséquence, au lieu de demander sa part dans le partage de l'Abyssinie, il signifia à l'Italie qu'il ne lui laisserait pas prendre la sienne. Le veto français fut, à ce moment catégorique; il le fut certainement beaucoup plus que ne l'a été celui de l'Angleterre avant ces toutes dernières semaines. Mussolini s'inclina; l'accord de 1926 resta lettre morte durant neuf ans.

L'accord de 1926 donnait à l'Italie le droit de construire un chemin de fer reliant l'Erythrée à la Somalie italienne qui passerait à l'ouest d'Addis-Abéba ; il lui donnait en outre l'exclusivité de « l'influence économique » dans l'ouest de l'Ethiopie, sauf dans la région du Nil Bleu qui serait contrôlée par l'Angleterre.

On a essayé de représenter sur la carte ci-contre le partage qui aurait pu être fait sur ces bases. La région entourée d'un pointillé serait celle qui aurait été à l'Angleterre ; sauf cette région, tout ce qui est à l'ouest du trait noir continu serait devenu italien ; ce qui est à l'est du même trait aurait été... disponible pour la France.

(La partie hachurée représente la portion de l'Abyssinie qui a plus de 1.800 mètres d'altitude, c'est-à-dire l'Abyssinie « utile »)

Il le serait resté si Laval n'avait été tout exprès à Rome pour apporter à Mussolini le lever du veto français. *C'est en levant ce veto,* en promettant à Mussolini de lui laisser les mains libres en Abyssinie s'il s'opposait à l'Allemagne en Autriche, *que Laval a déclenché l'actuelle guerre.* C'EST LAVAL L'AUTEUR RESPONSABLE DE LA GUERRE ITALO-ABYSSINE.

Donc Laval leva le veto français, et... le leva pour rien, c'est-à-dire pour rien en Abyssinie, pour aucun agrandissement du territoire français de Djibouti. Du coup, tout le plan ébauché en 1926 par l'impérialisme britannique était par terre. L'Abyssinie n'allait plus être partagée entre les deux sœurs ennemies, elle allait devenir la chose d'une seule; le danger qu'on avait voulu éviter par l'accord de 1926 était créé : l'Italie allait posséder la clef de l'Empire britannique. Dès lors il était préférable que l'Ethiopie reste indépendante.

⁂

Telle est, à mon sens, la seule raison plausible que peuvent avoir les impérialistes d'Angleterre, et par là j'entends surtout les fonctionnaires du Foreign Office, pour intervenir, de leur point de vue impérialiste, dans l'actuelle guerre italo-abyssine.

Le pacifisme britannique

Mais, à côté de cet intérêt impérialiste incontestable, il y a à l'intervention anglaise une autre raison dont l'influence est, à mon sens, prépondérante.

La raison décisive de l'intervention britannique, il faut la chercher dans ce vaste mouvement populaire qui s'est déclenché en Angleterre, dès les premières rumeurs de guerre, en faveur de la paix. Non point la paix de nos petits bourgeois français égoïstes et bornés qui n'entendent par la paix que la paix pour eux, mais la vraie paix, *la paix pour tous,* même pour les « sauvages » d'Ethiopie.

Que ce soit là la vraie raison, le véritable moteur de l'actuelle attitude britannique, j'en trouve une preuve dans ce fait que la politique du gouvernement britannique ne s'est dessinée avec sa vigueur présente qu'après que le mouvement se fut déclenché, qu'après qu'il eut montré toute son étendue, aussi bien par les succès électoraux de ceux qui en faisaient leur plate-forme que par la résolution du congrès des Trade-Unions, — mouvement si puissant que Baldwin s'empresse de l'utiliser à ses propres fins en profitant du fait que la politique gouvernementale est actuellement en harmonie avec lui pour appeler les électeurs aux urnes !

Deux forces qui s'affrontent

Il y a une chose que semble avoir parfaitement compris le peuple anglais — qui a un sens international beaucoup plus aiguisé que nous dont l'horizon, même lorsque nous nous déclarons internationalistes, est toujours étroitement limité aux frontières françaises — c'est que l'Europe est aujourd'hui à un moment décisif.

Paix ou guerre ? Les deux ensembles de forces qui poussent l'un à la paix, l'autre à la guerre, sont actuellement en Europe de grandeurs à peu près égales. Entre les deux, la balance est juste en équilibre. Un nouveau poids d'un côté ou de l'autre, et la balance tombera d'un côté... et ne se relèvera plus.

La guerre d'Abyssinie est l'occasion pour les deux systèmes de forces d'éprouver leurs puissances respectives. Si les forces de paix l'emportent et qu'elles aient l'audacieuse prudence de pousser leur avantage en procédant immédiatement à une réorganisation générale de l'Europe par la destruction de la souveraineté des Etats nationaux, par un commencement d'organisation de l'internation, la paix sera assurée pour longtemps.

Mais si ce sont au contraire les forces de guerre qui l'emportent, si les pacifistes n'ont pas le courage d'imposer la paix en une occasion où le droit est si clair et la chose si facile, plus le moindre espoir d'imposer un frein aux nationalismes exacerbés ! La « fin de l'Europe » se produira comme la « fin de la Grèce » : un état de guerre ininterrompu entre deux ligues de composition variable, avec tout juste, de temps en temps, une courte trêve.

Et c'est là, à notre avis, l'aspect essentiel de la situation d'aujourd'hui.

Que faire ?

S'il s'agissait aujourd'hui pour l'Angleterre d'un impérialisme *positif,* je veux dire par là d'une conquête territoriale, nous ne pourrions, pour quelque motif que ce soit, risquer de lui venir en aide. Mais, telles que les choses se présentent, l'impérialisme britannique est en cette occasion purement *négatif.* Il ne s'agit pour lui que de préserver ses conquêtes, non de les accroître. C'est l'impérialisme italien qui, seul, est positif, qui seul cherche à étendre encore le nombre des pays soumis à l'impérialisme. L'intérêt impérialiste de la Grande-Bretagne dans le cas actuel, c'est d'empêcher l'extension de l'impérialisme; ses buts concrets se trouvent donc coïncider exactement avec les nôtres.

Dans ces conditions, tout en gardant les yeux parfaitement ouverts, tout en n'ignorant pas qu'en luttant pour la paix de l'Ethiopie nous servons ainsi l'impérialisme britannique, cela ne doit pas nous empêcher de lutter pour cette paix et de nous aider pour l'imposer de tous les concours qui peuvent s'offrir à nous, même de celui de ces messieurs du Foreign Office, même de la Home Fleet.

L'Histoire est pleine de chevauchements. Les principes nouveaux ne parviennent souvent à vaincre qu'en s'appuyant d'abord sur des forces anciennes. Il se peut que la paix ne puisse remporter sa première victoire que parce que sa poursuite se trouvera coïncider avec des intérêts impérialistes. Qu'importe! Le tout est de prendre dans l'action commune une part suffisamment importante et vigoureuse pour étouffer ceux-ci et les dépasser.

Si la paix et l'Angleterre ne vainquaient pas...

Dans l'immédiat, une chose, en tout cas, est certaine. Si Laval continue à saboter la politique de l'Angleterre tendant à forcer Mussolini à la paix, si — selon la très juste expression

de Lloyd George dans un article récent — la diplomatie française fait des Comités de la S.D.N. non « un moyen de coordination pour imposer le Covenant, mais une conspiration pour le détruire », si l'opposition de la France oblige l'Angleterre à ne pas fermer le canal de Suez, *seule sanction pouvant mettre fin à la guerre*, le sort de la France est réglé.

L'Angleterre tirera les conséquences de la duplicité française. Elle laissera tomber un pays qui ne vote les sanctions que pour pouvoir mieux les empêcher, qui ne fait honneur à sa signature que pour être mieux à même de la violer. Or l'appui de l'Angleterre est ce qui seul garantit la France contre une attaque hitlérienne, cela non seulement à cause de la force britannique en elle-même, mais aussi parce que tous les « alliés » de la France la lâcheront dès qu'ils ne la sentiront plus appuyée par l'Angleterre, comme le montrent, entre autres, les débats actuels de la S.D.N. où tous les pays qui marchent ordinairement avec la France marchent, cette fois, contre elle, avec l'Angleterre. Ce jour-là donc où l'appui anglais manquera à la France ne précédera que de peu celui où les avions allemands seront sur Paris. Responsable de la guerre italo-abyssine, le transfuge du syndicalisme révolutionnaire Laval sera également responsable de la nouvelle guerre franco-allemande. Guerre d'ailleurs où la France, réduite à ses propres forces, sera écrasée en quelques semaines.

La bourgeoisie française verra ainsi ce qu'il en coûte de se confier aux traîtres et aux félons. Et nous aussi, de l'avoir laissé faire...

R. LOUZON.

PARMI NOS LETTRES

La dispersion des efforts

En recevant le premier numéro de *A Contre-Courant*, la revue lancée par Henry Poulaille et ses camarades du groupe des écrivains prolétariens, Duperray, des instituteurs de la Loire, nous a expédié trois grandes pages de remarques.

Sur la seule couverture de A Contre-Courant — *écrit notamment Duperray — on compte au moins quatre revues : la* Révolution Prolétarienne, *les* Humbles, *les* Primaires, Spartacus *qui ont tant de points communs qu'elles pourraient être seulement les rubriques d'une sorte de* Je suis partout *prolétarien.*

Des rubriques différentes, voire opposées, sont la condition d'un journal réellement vivant.

Et chacune de ces revues a, un peu patrout, de nombreuses variantes. Les journaux anarchistes se comptent à eux seuls par dizaines. Les tentatives des coopératives ouvrières d'éditions ou de bibliographie se multiplient avec les journaux et les revues.

Certes il serait utopique de vouloir englober dans une même presse, les périodiques d'organismes comme les grands partis, centralisés pour d'autres buts que ceux de l'éducation ouvrière.

Mais ceux qui se retrouvent ensemble contre le courant, s'aident à végéter et prônent sur différentes variantes que « l'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes » espèrent-ils donc encore chacun à part toute l'eau dans leur seul moulin? Ne pourront-ils même pas mener à bien, la première, l'indispensable réalisation, celle d'un instrument de travail réel... l'organisation pour atteindre ceux qu'il faut d'abord et avant tout atteindre?

Nous en arrivons même à ne plus oser aider, le plus intéressant des journaux naissants. Sa chute probable causerait les mêmes ravages, les mêmes dégoûts, dans les rangs des lecteurs, percés à jour déjà par les faillites précédentes. Au lieu d'additionner nos abonnés, de toucher plus loin, de mener une propagande organisée, nous bataillons petitement et nous n'arrivons qu'à une seule unification : celle de la caste-clientèle pour journaux révolutionnaires.

Il y a longtemps que nous déplorons la dispersion des efforts de tous ceux qui se trouvent à contre courant. Nous connaissons au moins deux projet d'organes nouveaux qui, à leur naissance, — s'ils naissent — soulèveront d'autres remarques pareilles à celles de Duperray. Qu'y pouvons-nous?

Nous avons constaté l'échec de *toutes* les tentatives de rassemblement de ces dix dernières années. Là-dessus, nous possédons une expérience qui nous permet de répondre à Duperray qu'entre une idée juste — celle de la fusion des publications de même esprit dans un grand hebdomadaire — et les possibilités de sa réalisation, il y a, malheureusement, un chemin long et semé d'obstacles. Le moins gros n'est pas celui de savoir où notre syndicalisme ouvrier pourrait, autre part que dans la *R. P.*, s'exprimer en pleine indépendance.

⁂

Les paysans ont-ils leur place dans la société moderne?

L'étude de notre nouveau collaborateur Jean Teilhac, « Les paysans ont-ils leur place dans la société moderne? » (R. P. *des* 10 *et* 25 *juin dernier) ne pouvait manquer de soulever des objections, parfois importantes, parmi nos lecteurs. Nous ne croyons pas qu'il soit trop tard pour engager, à ce sujet, une discussion utile. En particulier, Prudhommeaux, de Nîmes, nous a écrit :*

Le paysan, monstre social? Avant de formuler cette condamnation sans réplique, peut-être serait-il bon de se demander ce qu'est un « monstre ». Si nous admettons comme définition de la monstruosité « un certain *manque d'harmonie* dans les proportions et les fonctions qui rend un être inviable, inadaptable et inadapté en dehors de certaines conditions artificielles de milieu » — alors nous sommes amenés à nous demander si le paysan n'est pas justement le seul être à peu près normal de notre société, celui qui est capable de lui survivre et de lui échapper avec le minimum de souffrances et de risques.

Le capitalisme, dont on a chanté les merveilles, a-t-il jamais été autre chose qu'une monstruosité? Pour répondre à cette question, il n'est que de supposer un instant une société *purement capitaliste*. Psychologiquement, cela signifie une société sans rapports humains, une société d'entités abstraites n'ayant pour point de contact que la marchandise, pour mesure que le temps de travail abstrait, pour mobile que le profit; en un mot *l'absence de toute société*. Economiquement, cela signifie une accumulation de capital constant sans mise en circulation de nouveaux moyens d'achat, l'impossibilité absolue de la reproduction élargie, *un cycle impossible à fermer*. Techniquement, cela signifie une division du travail qui fait de l'homme parcellaire un infirme absolu en face de la nature, et de la civilisation urbaine tout entière un *parasite obligé* du cultivateur, par incapacité à tirer du sol la nourriture d'une seule journée.

On me dira qu'il existe une agriculture capitaliste et que c'est justement au nom de celle-là

que l'on est en mesure de considérer la paysannerie comme un résidu de barbarie. Mais d'abord le capitalisme consiste dans l'exploitation du travail salarié, et en agriculture le travail n'est qu'une des conditions dont découle le fruit, les éléments principaux de la production agricole étant biologiques (naturels) et non pas mécaniques (industriels). L'atelier capitaliste en agriculture est une annexe du monde vivant, et c'est ce dernier, qu'on le veuille ou non, qui règle la date et le rythme de la production.

La circulation du capital variable, dans une entreprise industrielle telle qu'un *journal quotidien*, s'accomplit 365 fois par an. Dans une entreprise agricole, le cycle est d'un an pour les céréales, de 1 à 5 ans pour le bétail, de 5 à 10 ans pour les vignes et les prairies, de 10 à 25 ans pour les vergers, de 25 à 50 ou même 100 ans pour les forêts. Il en résulte que la société par actions, forme typique de la propriété capitaliste, est pratiquement inconnue en agriculture.

L'impossibilité de créer une agriculture purement capitaliste, et par conséquent d'élever l'agriculture au degré de technicité des branches industrielles résulte d'abord de *l'extrême lenteur* de la production proprement dite (renitrification du sol par les bactéries, croissance des végétaux et du bétail, amortissement de l'outillage, etc.). Ensuite du caractère étroitement saisonnier de la plupart des travaux: (les instruments étroitement spécialisés : fraises à moteur, semoirs en ligne, arracheurs de tubercules, moissonneuses combinées, pulvérisateurs multiples, etc., ne s'emploient que *quelques jours par an* et restent au hangar le reste du temps). Les conditions d'emploi du matériel agricole maintiennent ce matériel à un niveau mécanique rudimentaire et primitif, et l'effort tenté par exemple en U.R.S.S. pour outrepasser cette difficulté aboutit pratiquement à un immense déficit d'exploitation ce qui, dans les conditions sociales russes, se traduit par l'extermination des économies paysannes en faveur de l'appareil industriel-bureaucratique, par la « famine organisée » au village et par la sous-alimentation générale du peuple russe.

L'impossibilité où se trouve le capitalisme de faire vivre et progresser techniquement l'agriculture, que ce capitalisme soit privé, planifié ou étatisé, résulte encore d'une série de conditions inhérentes à l'entreprise agricole et dont voici les principales :

Irrégularité du travail : le nombre de bras réclamés dans une journée par l'état du sol, de l'atmosphère, des récoltes, etc... variant dans les proportions de 1 à 100 dans une même entreprise.

Impossibilité du calcul des prix de revient, résultant de la multiplicité infinie des facteurs et des valeurs; on a affaire plutôt à des échanges biologiques qu'à des échanges proprement économiques (ex. : cycle : prairie, bétail, fumier ou encore terre arable, plantes sarclées, bétail de trait). L'exploitation agricole est un tout organique, une sorte de symbiose complexe de l'homme avec les espèces domestiques animales et végétales mises en œuvre.

Impossibilité d'une production planifiée, parce que les valeurs à employer ou à recueillir sont inconnues, la comptabilité impraticable, le budget impossible à équilibrer d'avance, même si on ne tient pas compte des variations du marché.

⁂

Réponse de Teilhac Ayant communiqué l'opinion de Prudhommeaux à Jean Teilhac, voici ce qu'a répondu ce dernier :

Il me semble que toute la première partie de l'exposé de Prudhommeaux repose sur une équivoque entre le capital technique et le capital juridique.

Le capital technique, enseignent les économistes, est tout instrument de production : c'est le formidable équipement des usines modernes et c'est aussi le filet de Robinson. Car le capital technique est vieux comme le monde.

Le capital juridique, lui, est de date relativement récente; il consiste dans l'appropriation privée d'instruments de production dont l'importance appellerait une appropriation sociale.

Cette distinction, un socialisme sain, depuis Saint-Simon, n'a pas manqué de la faire sienne. Le socialisme a proclamé qu'arrivé au pouvoir il ne supprimerait que le capital juridique, l'appropriation privée des moyens de production, mais qu'il laisserait subsister et développerait même le capital technique, c'est-à-dire les moyens de production eux-mêmes. C'est ainsi qu'on a pu parler, non plus de socialisation tout court, mais de socialisation industrialisée. *C'est ainsi qu'on a pu assister aux réalisations soviétiques.*

Prudhommeaux semble ignorer cette distinction fondamentale. Il écrit : « Techniquement il (le capitalisme) signifie une division du travail qui fait de l'homme parcellaire un infirme absolu en face de la nature, et de la civilisation urbaine tout entière un parasite obligé du cultivateur ». Comme si les parasites n'étaient pas aujourd'hui les cultivateurs français! Et ne suffirait-il pas d'abaisser d'un cran le protectionnisme pour les anéantir? Comme si la division du travail et le machinisme n'accroissaient pas infiniment la puissance de l'homme en face de la nature! N'évoquons à cet égard que les féeries de la houille blanche.

De même qu'il l'envisage techniquement (et sous quel jour faux!), de même Prudhommeaux envisage bien le capitalisme tour à tour psychologiquement et économiquement. Mais, pour lui, le capitalisme reste un. Et, pour lui, le capitalisme dans sa totalité est une monstruosité. Ce n'est pas le paysan qui est un monstre parce qu'inadapté au capitalisme; c'est le capitalisme qui est monstrueux parce qu'inadapté au paysan !

En réalité, si le monstre est bien le paysan, ce n'est pas seulement parce qu'il est inadapté à la merveilleuse technique capitaliste, c'est encore parce que, mieux que tout autre, il s'identifie avec le capital juridique, avec l'appropriation privée des moyens de production, avec un individualisme périmé.

Il est, en tout cas, navrant de voir Prudhommeaux apporter sa pierre à l'œuvre néfaste d'un Caillaux et laisser croire, lui aussi, que la crise tient au progrès technique, alors qu'elle tient en vérité, au retard du progrès social sur le progrès technique (1). *Et l'on s'explique bien le triste succès en France des « bourgeoiseries » de Duhamel.*

A la partie technique de l'exposé de Prudhommeaux, il me semble que la meilleure façon de répondre est de faire tout simplement remarquer que, quels que soient les caractères propres de la production agricole, il existe *une agriculture spécialisée, mécanisée et concentrée, et que cette agriculture n'a pas besoin de barrières douanières pour vivre.*

Pour l'irrégularité du travail agricole, je renvoie, une fois de plus, au livre du D[r] *Javal; on y verra que l'auteur emploie sur son exploitation le même nombre d'ouvriers d'un bout de l'année à l'autre.*

Pour l'impossibilité du calcul des prix de revient agricoles, je rappellerai que ces prix de revient sont pourtant calculés, non seulement en Amérique ou en U.R.S.S., mais encore en Suisse, en Allemagne, au Danemark, et même en France (ferme extérieure de Grignon).

Enfin, pour l'impossibilité d'une production planifiée, parce que les valeurs à employer ou à recueillir seraient inconnues, je répondrai que si les récoltes nationales sont très variables, il a été constaté, au contraire, que la récolte mondiale, elle, était extrêmement stable.

---

(1) Je ne puis mieux faire que renvoyer ici le lecteur à l'ouvrage d'Ernest Teilhac : *Les Fondements nouveaux de l'Economie.* (Rivière, 1932.)

OCTOBRE 1917 — OCTOBRE 1935

La politique extérieure des Soviets

La *Révolution Prolétarienne* me demande une étude sur les évolutions compliquées de la politique extérieure suivie par l'U. R. S. S. En lui remettant cette esquisse, je tiens à un double avertissement: Je n'ai cherché à écrire ni une apologie, ni un réquisitoire, mais une explication. Bien que fort troublé, je l'avoue, par le puissant ouvrage de Boris Souvarine et certaines autres études, je veux encore penser que l'U. R. S. S. a un contenu socialiste et je ne crois pas entièrement justes les conclusions désespérantes du *Staline*. Il m'intéresse encore infiniment moins de polémiquer avec des communistes français; la leçon des faits doit suffire.

Pour cette raison même, j'ai renoncé à nourrir mon article de citations empruntées à Lénine, aux congrès des Soviets ou aux congrès de l'I. C. S'il ne fallait que convaincre l'U. R. S. S. de variations et de contradictions, le jeu serait vraiment facile, mais sans grande portée. Si l'on voulait démontrer que la doctrine solennellement formulée dans les assises de la IIIe Internationale est restée à peu près uniquement une littérature de propagande à laquelle presque rien n'a correspondu, on s'offrirait simplement l'amer plaisir des analyses destructives. Mieux vaut essayer de voir pourquoi il en fut ainsi, aller aux faits plus qu'aux textes, aboutir à des enseignements plus qu'à des sentences.

Brest-Litovsk

Au moment où les bolchéviks prennent le pouvoir, le problème politique le plus pressant est celui des rapports avec l'Allemagne. On sait qu'au Comité central du parti et au Conseil des commissaires du peuple trois thèses se heurtèrent : continuer la guerre en lui donnant un sens révolutionnaire, — capituler, — ne faire, selon la formule de Trotski, « ni la paix, ni la guerre ».

La première solution fut écartée, non certes pour des raisons de doctrine, mais tout simplement parce que l'armée russe était hors d'état de combattre. La formule de Trotski rallia donc, au moins provisoirement, une majorité. Mais que signifiait-elle? Son libellé semble d'abord un défi au bon sens ou une habileté verbale destinée à sauver la face. On ne peut croire qu'en des circonstances aussi graves personne ait pu prendre au sérieux un simple artifice de langage. Il faut donc conclure sans hésiter que ne vouloir faire « ni la paix, ni la guerre » signifiait dans l'esprit de Trotski et de ses partisans le recours à *une forme nouvelle de guerre n'utilisant pas les moyens militaires traditionnels.* L'armée allemande devait être tenue en respect ou, si elle prenait l'offensive, conduite à sa perte, non plus (et pour cause) par l'effet des mitrailleuses et des canons, mais par la propagande politique, l'action morale sur les masses allemandes, la fraternisation systématique, etc. Elle se perdrait ainsi au fur et à mesure de son avance, de même que l'armée de Napoléon s'était pour ainsi dire dissoute dans les plaines russes un siècle plus tôt.

Ce plan n'était donc pas déterminé par des considérations théoriques, mais uniquement par une conception tactique. La débâcle de l'armée exigeait en effet, si l'on ne voulait pas subir la loi du vainqueur, qu'on trouve le moyen de se battre sans troupes régulières et sans armes, de jeter le désarroi dans une armée ennemie sans pouvoir agir directement sur elle selon la règle du jeu. Tentative audacieuse, mais non désespérée. Il fallut pourtant constater son échec. La rapide avance allemande, la crainte de perdre Pétrograd et l'Ukraine, l'incertitude où l'on se trouvait quant aux effets de la propagande sur l'ennemi ne laissaient plus d'autre issue que la capitulation. Ce fut Brest-Litovsk.

L'Armée rouge et la guerre révolutionnaire

En 1918 commence la guerre civile. Mais il faut remarquer tout de suite que cette guerre est, techniquement, un retour à la méthode des guérillas. Aucune grande force militaire organisée à la moderne ne peut y prendre part; les Japonais sont bien à Vladivostok mais n'ont aucun désir de s'engager plus avant; l'armée allemande est engagée puis vaincue en Occident; les interventions alliées en Russie sont faibles et vite essoufflées. Restent les armées blanches de Koltchak, Denikine, Youdenitch. Ce sont des bandes improvisées, les grandes compagnies de la contre-révolution.

Certes, l'Armée rouge n'a pas des moyens bien supérieurs, quels que soient les dons d'organisation de Trotski et son souci d'utiliser au maximum les techniciens. Sa supériorité vient surtout de ce qu'elle sait envelopper et désagréger ses adversaires plus qu'elle ne les vainc en batailles rangées du type napoléonien. Sa tactique consiste surtout à s'appuyer sur des régions ouvrières (Pétrograd, le Donetz) où elle se fortifie et s'agglomère des éléments nouveaux, et à rejeter les Blancs dans le désert des plaines où le manque de points d'appui et la propagande politique les vouent à la dispersion. La guerre civile n'a évidemment rien qui ressemble à un savant *Kriegspiel;* elle se décompose en mille épisodes confus. Des événements décisifs, tels que l'échec de Youdenitch devant Pétrograd, y sont aussi incompréhensibles, selon les lumières de la stratégie, que le fut, par exemple, le recul prussien à Valmy. En somme, ce qui n'aurait pu être fait contre les Allemands se développa normalement contre les armées blanches et conduisit alors à un complet succès.

Du coup revint la tentation de la guerre révolutionnaire. Cette politique qui, en face d'Hindenburg, n'avait pu, faute de moyens, être envisagée que comme une solution du désespoir, apparut alors comme possible. L'Armée rouge, victorieuse des ennemis de l'intérieur, allait pouvoir appeler les autres peuples à la Révolution, leur porter elle-même la liberté. Tentation irrésistible à laquelle le conflit avec la Pologne semble offrir l'occasion de se satisfaire. Lénine lui-même se prononce pour la marche sur Varsovie, contre l'avis de Trotski. Preuve saisissante que nous sommes au moment où l'instrument qu'on croit posséder semble autoriser les grands desseins.

L'offensive russe vient se briser devant Varsovie et se termine en débandade. Les témoins de l'événement nous parlent dans les journaux capitalistes d'une sorte de horde confuse mise en déroute

et brusquement refoulée par la manœuvre franco-polonaise. Toutes réserves faites sur le ton de ces jugements, il y a là quelque chose de vrai. Les troupes polonaises constituaient une armée à l'occidentale, les troupes russes donnaient plutôt l'impression de partisans ou de corps francs. L'épreuve montra de façon décisive qu'une formule qui avait été fort efficace dans la guerre civile ne pouvait rien contre l'armée moderne d'une nation soutenue par une des grandes puissances d'Occident.

On peut dire que la victoire polonaise contenait en germe la théorie du « socialisme dans un seul pays » remplaçant celle de la conquête révolutionnaire qui eût, de Varsovie à Berlin, déterminé l'extension triomphale du bolchevisme.

Rapallo et la diplomatie défensive

La leçon est claire : les Soviets ont l'appareil militaire qui peut briser la contre-révolution blanche, mais ils sont impuissants contre les nations européennes, et cela d'autant plus que l'industrie russe n'est plus qu'une ruine et que la famine multiplie ses ravages. En même temps qu'ils entreprennent par la Nep de remédier aux souffrances d'un peuple épuisé, ils cherchent à créer autour d'eux une zone de sécurité, à se garantir contre des adversaires éventuels dont ils estiment plus exactement la puissance et où ils commencent à désespérer de voir le socialisme vaincre et durer.

Or, où sont à cette époque les pires ennemis de l'U. R. S. S.? Selon Lénine, un enfant comprendrait que ces ennemis sont avant tout l'Angleterre et la France. La S. D. N. qui est leur chose, un simple camouflage de l'action des Alliés, est donc sommairement définie « le rendez-vous des brigands impérialistes », et le traité de Versailles est le moyen par lequel le capitalisme anglo-français s'assure l'exploitation de l'Europe.

S'ensuit-il que les bolchéviks vont intervenir en Europe contre ces brigands impérialistes et l'œuvre de Versailles? En théorie oui, et pourvu que ce soient les masses allemandes qui puissent jouer ce jeu; pour elles, on affirme que la lutte révolutionnaire se confond avec la lutte contre les vainqueurs de la guerre, et c'est pourquoi le parti communiste allemand tient à l'égard de la République de Weimar, de sa politique d'exécution, des « chaînes de Versailles » et de l'exploitation du peuple allemand par la finance anglo-saxonne, un langage qui se confond avec celui de Ludendorf et annonce celui d'Hitler. Mais en fait, il n'est pas question pour l'U. R. S. S. de la moindre intervention active en Europe; elle ne s'en juge pas capable. En 1923, lorsque la Révolution paraît imminente en Allemagne, Moscou lui envoie bien des conseils et des chefs, mais exclut toute idée d'une collaboration militaire. La lutte directe contre les impérialistes d'Occident, elle ne la mène que dans les steppes d'Asie, au Turkestan, en Perse, là où les méthodes primitives et les bandes d'irréguliers retrouvent dans une sorte de guerre « coloniale » leur pleine efficacité.

L'effort principal de la diplomatie soviétique va tendre dans le même temps à la création en Europe d'une sorte de zone protectrice, empêchant tout contact entre l'U. R. S. S. et ses agresseurs possibles, c'est-à-dire surtout l'Angleterre. C'est pourquoi, dès que l'échec est avéré, la guerre avec la Pologne est arrêtée à n'importe quel prix, soldée d'un traité onéreux, remplacée par des efforts continus de rapprochement et de bon voisinage. C'est pourquoi, en 1922, le traité de Rapallo consacre l'accord germano-soviétique; l'entente avec cette même République allemande de Stinnes et de Rathenau, d'Ebert et de Noske, dont on annonce et dont on prépare l'effondrement sous la poussée communiste. Dès lors se marque cette essentielle duplicité que leur situation impose aux dirigeants de Moscou. Tout en dénonçant en bloc le capitalisme, il leur faut « utiliser les contradictions des nations capitalistes », ce qui revient à dire qu'on s'allie avec les unes contre les autres.

L'effort pour le désarmement

Nous arrivons ainsi à la période 1924-1925. Et voici que se produit un coup de théâtre : la conférence de Londres et le traité de Locarno semblent réaliser le rapprochement franco-allemand.

Moscou en est consterné. Il est piquant de rappeler, au moment où l'U. R. S. S. semble tant apprécier les pactes de garantie mutuelle, que celui qui fut le prototype du genre a été accueilli par elle avec une extrême inquiétude. Toute la presse communiste dénonça Locarno comme une machine de guerre et l'annonce de la croisade antisoviétique, comme une machination des Anglais qui, ayant prouvé à la fin de 1924, par le faux Zinoviev, leur haine de l'U. R. S. S., réconciliaient Allemands et Français afin de les jeter ensemble contre les Soviets. On ne peut rien comprendre à la politique russe si l'on oublie que, pour elle, le rapprochement des nations occidentales signifie la formation d'un bloc antisoviétique.

En 1925, et trois ans plus tard lorsque le pacte Briand-Kellogg permit la venue officielle à Paris de Stresemann, cette angoisse était-elle feinte ou réelle? En ces années troubles qui, après la mort de Lénine, voient les luttes des successeurs et la lente ascension de Staline, il est certes possible que la menace du dehors ait été utilisée à l'envi pour mater l'opposition. Peu importe, au reste, car même s'il y eut là une part de manœuvre, elle finissait par créer l'obsession du péril. La croisade des pétroliers, financée par Deterding, devient la préoccupation suprême.

Il est impossible de croire que la mise en œuvre du plan quinquennal, contemporaine de ces événements, n'en ait pas été influencée. Même ceux qui admirent sans réserves ce gigantesque effort ont souligné combien l'industrialisation rapide du pays y était payée par d'immenses sacrifices imposés à la paysannerie et combien aussi le développement de la métallurgie et des constructions mécaniques paraissait exagéré par rapport aux possibilités immédiates de la Russie. Pourquoi tant de fabriques d'automobiles, disait-on, alors qu'il y a si peu de routes? Pourquoi tant d'avions alors que les hommes manquent de souliers et de chemises? Ces anomalies ne surprendront plus personne, si l'on songe, là encore, à la cause qui en explique tant d'autres. Le but le plus direct du plan quinquennal, c'était l'équipement militaire de l'U. R. S. S.; à l'Armée rouge de l'époque héroïque, il fallait substituer une armée moderne, disposant d'une industrie lourde capable de lui fournir tout le matériel nécessaire.

Mais si l'on se flattait ainsi de rattraper bientôt les nations d'Occident, encore était-il bon de diminuer leur avance. D'où l'entreprise tenace et habile de la diplomatie russe en 1927-1928 en faveur du désarmement. On a rapproché l'initiative de Litvinoff de celle de Nicolas II proposant à La Haye, en 1898, le désarmement universel parce que lui-même n'avait pas alors les moyens financiers de s'armer et voulait ainsi se donner le temps de trouver des capitaux. Il est hors de doute que les bol-

chéviks étaient parfaitement sceptiques quant aux chances de succès de leurs propositions. Mais on n'a aucunement le droit de leur en faire grief. Même s'il y avait des arrière-pensées dans le projet Litvinoff, ce projet n'en était pas moins excellent et l'impardonnable crime des gouvernements d'Occident consiste à ne pas l'avoir retenu, fût-ce sous sa forme atténuée de 1928. Nul ne peut contester que l'action de Litvinoff fut alors admirable de souplesse et de persévérance. Le résultat auquel il tenait pour bien des raisons, l'arrêt des armements anglais et français (et par suite l'éloignement du péril d'un réarmement allemand) fut placé par lui au-dessus de toute autre considération. De sa critique de la notion française de sécurité, de son opposition aux pactes de garantie qui finissent par s'identifier aux alliances à l'ancienne mode et aboutir à la généralisation des conflits, de sa démonstration que la seule sécurité véritable consiste dans le désarmement, il n'y a pas un mot à retrancher. Et le seul commentaire à en faire, c'est que nous croyons toujours vrai ce que Litvinoff disait en 1928, même si en 1935 il dit exactement le contraire.

L'étau germano-japonais et la recherche des alliances

L'U. R. S. S. put croire quelques années que cette politique suffirait à sa sécurité, d'abord parce que la conférence du désarmement annoncée pour 1932 avait au moins une valeur dilatoire et déterminant un sentiment d'attente, ensuite parce que l'échec du rapprochement Briand-Stresemann rendait impossible un bloc occidental, enfin et surtout parce que la crise économique et la chute de la livre sterling affectaient profondément l'ennemi principal, l'Angleterre. Mais en 1933 se multiplient les motifs d'inquiétude : l'occupation de la Mandchourie par le Japon, l'avènement d'Hitler, l'accord germano-polonais, l'accord germano-nippon.

Situation d'autant plus chargée d'orage que joue toujours, pour les dirigeants de Moscou, la vieille hantise. A tort ou à raison, ils continuent à voir partout l'intervention du Foreign Office, de l'Intelligence Service et de Deterding. C'est l'Angleterre, selon eux, qui pousse le Japon ou du moins l'appuie, qui a subventionné le parti nazi et encouragé le réarmement allemand. Ainsi réapparaît la coalition antisoviétique, d'autant plus redoutable que, par la volte-face de la Pologne, elle touche maintenant aux frontières mêmes des Soviets.

Il n'y a aucune exagération à dire que la peur de la guerre, c'est-à-dire la certitude d'une guerre prochaine, est alors la pensée dominante de Staline. L'effort militaire s'amplifie énormément. On sait que la propagande soviétique en dissimule l'importance en disant qu'il n'absorbe que 10 % du budget général. Mais dans un pays où l'économie est une économie d'Etat, le budget est équivalent au revenu même de la nation et cette proportion apparaît dès lors comme très comparable à celle que donneraient les budgets capitalistes. En dépit de ces sacrifices, l'U. R. S. S. éprouve intensément le besoin d'alliés. Se servir des contradictions capitalistes devient pour elle synonyme de trouver des alliés en Occident. Un seul est possible et représente en même temps une force militaire suffisante : la France. Pour acheter son concours, rien ne paraîtra trop cher, ni l'entrée sans condition à la S. D. N., ni le ralliement au statut de Versailles et la condamnation du revisionnisme, ni l'accord avec la Petite-Entente, donc la Roumanie, ni enfin la déclaration Laval-Staline et la conclusion du pacte franco-russe, beaucoup plus contraignant pour l'U. R. S. S. que pour la France qui peut toujours, en invoquant le respect du traité de Locarno, se dégager si elle le veut. Ainsi les blocs d'alliances se reforment en Europe comme avant 1914. Toutes les arguties par lesquelles on prétend opposer alliances et pactes d'assistance mutuelle ne sont que scolastique vaine. Dès l'instant qu'un pacte contribue à clicher des coalitions antagonistes et favorise la course aux armements au lieu de permettre le désarmement, on se demande en quoi il pourrait bien se distinguer des plus traditionnels traités.

Conclusions

Tout cela n'est pas gai. Encore faut-il ne pas se méprendre sur les conséquences qu'on est en droit d'en tirer. Il serait puéril de reprocher à l'U. R. S. S. des variations politiques que les événements lui ont imposées. Il serait injuste de sous-estimer la réalité des dangers qui l'ont assaillie, de Clemenceau aux die-hards anglais et finalement à Hitler. On ne peut croire qu'elle ait été victime d'une hallucination et, si elle s'est parfois exagéré les complots tramés contre elle ou plutôt leurs possibilités immédiates, elle ne les a pas inventés. Cela reconnu et dit sans réticences, il reste à déplorer deux choses :

D'abord que l'U. R. S. S., placée dans une situation ambiguë du fait qu'elle était à la fois « la patrie socialiste » et une nation parmi les autres, le centre d'une internationale vouée à la révolution mondiale et le siège d'un gouvernement contraint aux compromis avec les voisins capitalistes, ait fini par se faire de cette duplicité forcée un système et une doctrine. Si elle avait simplement reconnu la nécessité de régler ses rapports avec les autres puissances et d'abandonner le rêve d'instaurer « les Soviets partout », si elle en avait rejeté la responsabilité sur les prolétariats qui n'ont pas su, eux, faire leur révolution, on ne voit pas vraiment ce que nul serait en droit de lui reprocher. Mais à vouloir nier qu'un échec soit un échec et un recul un recul, à vouloir mener parallèlement (ou prétendre qu'on le veut) des plans de révolution mondiale et une politique d'accords avec les gouvernements, on entre dans un dédale de subtilités et l'on finit par ne plus savoir qui l'on trompe. Des montagnes de dissertations, des océans de dialectique ne prouveront jamais qu'on peut à la fois détruire, en tant que révolutionnaire, l'armée de la France bourgeoise, et s'allier, en tant que représentant d'un Etat, à cette même France dont on demande l'appui militaire. Cela, on peut le dire, mais on ne le comprendra pas, parce que ce n'est pas compréhensible.

Ensuite — et c'est de là que vient tout le mal — que la Révolution victorieuse ne soit pas arrivée à définir une politique extérieure neuve et cohérente, *c'est-à-dire une manière de se défendre sans recourir aux instruments traditionnels : armée et diplomatie*. Ce qui frappe à l'examen des faits, c'est que les moyens dont on disposait ont fait plus que des vues théoriques pour infléchir l'action des Soviets; les organes dont on se dotait ont repris avec une sorte d'automatisme leur fonctionnement coutumier. C'est seulement pendant la période du communisme de guerre, avec la tactique « ni paix, ni guerre » et l'Armée rouge premier modèle, qu'on assiste à un essai de création d'une diplomatie et d'une stratégie essentiellement différentes de celles du capitalisme. Alors, on s'efforça de tout tirer d'une milice révolutionnaire, de la diplomatie à ciel pour assurer entre ses voisins et lui un régime de paix suffisamment durable. Telle est au moins la

ouvert et de la propagande politique. Mais ces moyens de fortune cédèrent vite la place à une bureaucratie d'Etat qui reprit les formes consacrées et se mit à l'école de l'Occident pour le vaincre avec ses propres armes.

Le pire, c'est qu'en agissant ainsi, non seulement on revenait dans les ornières qui conduisent à une nouvelle guerre mondiale, mais on créait pour la Révolution le péril du bonapartisme et d'une sorte de mobilisation permanente contre l'ennemi du dehors sous la dictature d'un appareil tout-puissant. Ainsi, ce qui devait sauver la Révolution russe en arrivait à constituer pour elle le plus grave danger de régression.

Il est donc indispensable, si nous voulons sortir du cercle infernal, que nous sachions définir un véritable pacifisme révolutionnaire, ce que ni Lénine ni Trotski n'ont malheureusement pu faire. Les purs logiciens de la lutte de classes haussent les épaules à cette idée parce qu'ils disent que seule la destruction du capitalisme peut fonder la paix. Admettons que ce soit absolument vrai. Le problème n'en est pas supprimé puisque, de toute façon, un Etat socialiste doit prévoir des rapports, même provisoires, avec les Etats capitalistes subsistants. Ou bien dès lors il n'admet pas d'autre rapport que la guerre, ce qui est une folie et un suicide, ou bien il lui faut trouver une procédure condition nécessaire à la naissance chez les autres d'une révolution autonome et donc à l'établissement final d'une internationale des peuples.

L'action révolutionnaire et l'action pacifiste ont entre elles des rapports réciproques; elles sont indissolublement associées, mais c'est une erreur de croire qu'elles se confondent et qu'il suffit d'abolir le capitalisme pour, du même coup, abolir la guerre. Le problème est plus complexe et l'on ne le résout pas davantage, cela va sans dire, en reprenant les vieilles litanies de la sécurité par les armes, ou par les alliances, même sous des titres nouveaux. Faute d'avoir été à cet égard aussi inventive qu'en d'autres domaines, l'U. R. S. S. s'est engagée dans une impasse, et il en peut résulter, pour elle comme pour nous, le plus terrible effondrement. Ce ne serait même pas, comme le croient d'imprudents prophètes, une guerre de la révolution contre le fascisme puisque, visiblement, l'U. R. S. S. ménage l'Italie et ne songe qu'à l'Allemagne hitlérienne. Ce serait une guerre de nations, parfaitement classique, aux dimensions près, et dont ne sortiraient que défaite et mort pour les peuples massacrés. Saurons-nous comprendre et vouloir assez pour nous sauver?

L. EMERY.

A TRAVERS LES LIVRES

Boris Souvarine : STALINE, aperçu historique du bolchevisme. (Plon, éditeur. Un volume, 30 francs.)

Avoir frémi aux révolutions russes. Avoir donné tout son enthousiasme à celle d'Octobre. L'avoir défendue à une époque où il y fallait quelque courage. Puis l'avoir suivie dans son évolution avec surprise et tristesse jusqu'à rompre toute solidarité morale avec un régime plus oppressif que le tsarisme décadent.

C'est là, mes camarades de la *R. P.*, l'histoire de beaucoup d'entre vous, le drame de beaucoup d'entre vous en ces dernières années.

Vous lirez donc avec autant de plaisir que moi le gros bouquin de Souvarine. Au long de ces pages vous aurez l'impression de marcher en pays connu. C'est votre histoire que Souvarine vous raconte, en cette histoire du bolchevisme. Les rois aiment beaucoup paraît-il se faire raconter l'histoire de leur règne; eh bien! vous constaterez que pour des raisons différentes sans doute, les humbles trouvent aussi plaisir et profit à se pencher sur ce qui fut une grande expérience de leur vie.

Souvarine était très qualifié pour vous l'écrire, cette histoire. C'est aussi la sienne d'abord. (Je me souviens d'une brochure de propagande pour la « Troisième Internationale » qui venait d'être décrétée. La brochure, excellente, et qui me convainquit, finissait sur une évocation de « l'or de la faucille et du marteau croisés »... Aujourd'hui Souvarine n'irait plus chercher des presque-alexandrins pour célébrer l'emblème d'un pouvoir inhumain et d'une Internationale qui a tué tant de révolutions!) De plus, il a eu une connaissance directe des milieux qu'il doit juger aujourd'hui et c'est un des rares camarades qui sachent bien en même temps le russe et le français.

Son travail est extrêmement documenté. Il est écrit avec beaucoup de sérieux et on peut dire sans esprit polémique; seulement une passion contenue bien compréhensible et un grand désir de voir clair.

L'ouvrage s'appelle « Staline ». Il étudie donc le caractère de ce personnage où domine l'opposition entre l'intelligence médiocre et la force de la volonté; il le suit dans son ascension obscure, depuis le séminaire jusqu'au jour où les courtisans le proclament « *le plus grand chef de tous les temps et de tous les peuples* ». Mais fort heureusement ce n'est pas là le centre du livre et l'ouvrage nous intéresse en ce que par delà Staline il est, selon la promesse de son sous-titre, un « aperçu historique du bolchevisme ». Sa promesse est tenue, mais « dans un seul pays », comme on dit aujourd'hui. C'est l'histoire du bolchevisme *en Russie*, et c'est regrettable. Le coup d'œil aurait certainement gagné à être étendu à la conduite du bolchevisme et aux résultats qu'il obtint hors des frontières russes.

⁂

Deux parties bien différentes dans le livre : l'*avant* et l'*après-révolution*. Pour la première l'auteur n'est qu'historien; de la deuxième il est témoin. Et les pages qui la composent sont naturellement bien plus vivantes. C'est à elles surtout que s'est attaché notre intérêt.

Bolchevisme et terrorisme

Cependant, un point au moins mérite d'être signalé dans l'obscure histoire révolutionnaire d'avant la révolution: l'attitude des bolcheviks en face du terrorisme. Pour quiconque a acquis depuis la guerre quelque habitude des bolcheviks et de leurs écrits, une chose est évidente : les bolcheviks sont *contre* les actes de violence individuelle. Ils les réprouvent même à un point *déraisonnable*. Car si tous les gouvernements, absolument tous, emploient ou ont employé le meurtre en certaines circonstances, il faut bien se dire que ce n'est pas *par hasard*. De même il semble sensé de penser que, dans la lutte pour le pouvoir, l'éventualité peut se présenter de devoir ou tuer ou disparaître. Ou bien encore il peut y avoir des situations où un attentat éclatant soit la seule forme *possible* de protestation. A ces raisons de bon sens, les bolcheviks vainqueurs ont toujours opposé des fins de non-recevoir, répétant qu'il n'est pas d'autre moyen d'action révolutionnaire que la persuasion des « masses ».

Or, Souvarine ne laisse pas de doute à ce sujet, à la suite de la révolution de 1905, le budget bolchevik (frais de propagande et subsistance des révolutionnaires professionnels) fut longtemps alimenté par des « expropriations » terroristes, effectuées en Russie par de petits groupes de camarades du parti, en liaison avec les dirigeants réfugiés à l'étranger, en particulier avec la *troïka* Lénine-Krassine-Bogdanov. (1)... A propos de ces expropriations, signalons la plus célèbre, celle de Tiflis en 1907 : Sur la grande place, en plein jour, des fourgons escortés par des soldats sont attaqués à la bombe et délestés de 300.000 roubles. L'opération fut *dirigée* par Koba, celui qui devait devenir Staline, mais il n'y *participa* point. Selon Souvarine, en ces sortes de choses il aimait mieux être général qu'exécutant.

Les procédés de Staline

Pour ce qui est de l'après-révolution, ne nous arrêtons que très peu sur le côté proprement stalinien de l'étude, ne suivons pas l'obscur fonctionnaire du parti dans les combinaisons par lesquelles il s'est haussé jusqu'au plus fantastique des pouvoirs personnels. Passons vite sur la façon dont il élimine tous ceux qui pourraient être ses rivaux, puis les piétine. « *Je dois dire que quiconque admet la lutte sous la condition de ne pas déconsidérer les chefs nie en fait la possibilité de toute lutte idéologique* dans le parti » déclare-t-il avec cynisme ou peut-être, comme dit Souvarine, par incapacité de comprendre les idées autrement qu'à travers les hommes... C'est peut-être là du matérialisme, mais ça ne nous donne pas envie de nous pencher sur ces anciennes luttes dont, au long de plusieurs années, nous avons perçu, étonnés, les échos souvent écœurants.

En bref on pourrait dire que Staline devenu secrétaire général du parti en 1922 a triomphé de tous ses rivaux du parti pour les raisons qui font que, dans les pays capitalistes, les cliques qui tiennent les hautes polices et l'administration des personnes sont assurées de durer longtemps. « Prenez l'Intérieur et ne le lâchez pas ! », la formule a été, je crois, donnée par un radical, mais c'est un idéal commun à tous les clans. Le « levier de commande » des nominations de fonctionnaires, formidable dans un pays où tout ce qui compte est fonctionnaire, comme Staline sait s'en servir ! Dans l'ombre, sans arrêt, il « épure », ou il « organise », comme on dit en Russie — c'est-à-dire qu'il révoque, déplace, remplace, disgracie, récompense selon les intérêts du stalinisme. Il « organise » ainsi le Politbureau (2), *ayant soin de n'y laisser venir aucune question importante tant qu'il ne s'y est pas assuré une voix, pardon une personne, de majorité*. Il « organise » le Comité Central. Il « organise » la direction supérieure des polices. Il « organise » les diverses instances du parti. (Quant aux soviets et aux syndicats, organes d'importance nulle dans la vie russe, il laisse à des inférieurs le soin de les « organiser ».)

En 1927 quand la scission redoutée par Lénine semble se réaliser, quand le « trotskisme » va livrer bataille pour le pouvoir, Staline ne se fatigue pas en littérature ni propagande. Il dispose ses pièces sur l'échiquier : « Ordjonikidzé, à la présidence de la Commission de contrôle; Tchoubar à la place de suppléant rendue ainsi vacante au Politbureau; Boukharine au gouvernail de l'Internationale, sans titre présidentiel; de moindres personnages partout où l'appareil ne semble pas assez sûr. »

Après son triomphe, « *il est inutile de suivre dans le détail les opérations dites « organisatoires » par lesquelles Staline exerce alors une souveraineté sans limite et dont l'efficacité secrète peut s'exprimer en trois syllabes : Guépéou... On ne peut discerner les motifs de la soudaine ascension d'un Syrtsov, promu à la Présidence du Conseil des commissaires pour la Russie à la place de Rykov destitué, sinon qu'il fallait bien nommer quelqu'un dont Staline soit sûr, à tort ou à raison. Personne ne comprend autrement la désignation de Molotov à la tête du Conseil des commissaires pour l'Union Soviétique, autre fonction retirée à Rykov, quitte à supposer que Staline voulait s'en débarrasser du Secrétariat...* »

Tout naturellement, la manie organisatoire arrive à ne pas pouvoir se limiter à son domaine initial, le domaine politique, et elle déborde. Alors le laid disparaît devant le ridicule. « *Avant de réunir le seizième Congrès du Parti, en 1930... on épure le personnel des syndicats après le parti, les universités après les bibliothèques et le répertoire théâtral. Là, ce sont les amis de Boukharine, Rykov ou Tomski, les anciens partisans de la droite qui pâtissent, et ici tantôt Dostoïevski, tantôt Schiller, tantôt Dickens, parfois* Lohengrin *et parfois* Werther, *au hasard d'initiatives ou d'influences de philistins ridicules et importants L'Académie des Sciences n'est pas épargnée; par diverses sanctions arbitraires, après l'adjonction d'une série de bolchéviks, sous menace de couper les vivres et sous prétexte de science sociale, le pouvoir lui interdit toute velléité d'indépendance intellectuelle et la subordonne en pratique aux besoins de sa propagande... Quand la Direction centrale de la statistique gêne Staline, il la supprime car, selon sa presse, « la statistique ne peut pas être neutre », il faut une « statistique de classe.* »

L' « organisation », telle est donc la grosse raison apparente du triomphe de Staline.

Mais sous les apparences se cachent souvent des réalités plus profondes. Trotski a-t-il raison ? « Trotski, attentif à découvrir une lutte de classes derrière toute lutte de cliques, expliquera ses défaites, sans rien expliquer, par la sourde poussée des paysans prospères et du capitalisme mondial. » En fait, il est vraiment impossible d'expliquer quelque chose dans la Russie postrévolutionnaire par la lutte des *anciennes classes*. Mais Souvarine nous paraît approcher de la véritable explication en indiquant en Staline dès 1925 « *le type représentatif d'une classe sociale en ascension* ».

LA RUSSIE D'AUJOURD'HUI

Mais, quelle société nous fait cette nouvelle classe dirigeante? Quelle est la figure de la Russie d'aujourd'hui ?

Misère et tyrannie. En ces deux mots pourraient se résumer les divers tableaux que le livre nous donne de la vie russe au long de ces années. Deux réalités continues pour la masse du peuple, cependant que la rubrique « suicides » revenant avec insistance dans les têtes de chapitre révèle un incontestable désarroi moral pour une partie, au moins, des dirigeants.

Mais cela est un peu trop sommaire. Entrons un peu dans le détail. Voyons, si vous voulez, à travers Souvarine, les organes de gouvernement, puis la condition des gouvernés.

Le gouvernement

Il y a une distance formidable entre la fiction constitutionnelle et la réalité administrative.

Théoriquement, les diverses Russies sont des fédérations de soviets, comme la France des communards devait être une fédération de « communes ». Mais le temps est loin où Lénine prévoyait des soviets librement élus et la « *concurrence démocratique des partis* » dans leur sein.

---

(1) On pourra penser ce qu'on voudra, mais c'était, pour se procurer l'argent du tsar, une manière toujours plus sympathique que celle des administrateurs de l'*Humanité* à peu près à la même époque. Sous l'égide du camarade Briand (Aristide), c'était l'arrosage pur et simple, l'*Huma* recevait à peu près autant à elle seule que toute l' « abominablement vénale » presse bourgeoise.

(2) En français, « bureau politique », instance suprême du parti.

La « dictature du prolétariat » (1) continue et, sous ce régime, comme l'a dit je ne sais plus quel puissant du bolchevisme, il peut bien exister plusieurs opinions prolétariennes, mais à la condition que ceux qui n'ont pas l'opinion du pouvoir soient en prison.

Il n'y a donc pas de soviets véritables. Mais cela n'a aucune importance car la série théorique des soviets et leurs organes d'Etat n'ont aucun pouvoir gouvernemental. Souvarine note le fait dès 1922: « *Les institutions politiques, économiques et administratives se trouvent assujetties à autant d'organes strictement communistes parallèles, aux divers degrés de l'organisation. Le Parti se superpose donc à l'Etat, comme sur une pyramide un couvercle de même forme... Comme président du Conseil des commissaires, Lénine ne fait que convertir en mesures pratiques les décisions prises au Politbureau sous sa direction, et distribuer la besogne entre les départements ministériels. Il finit par s'affranchir de cette fastidieuse occupation et, de son côté, Trotski cessa de perdre son temps au Conseil, transformé en commission exécutive de hauts fonctionnaires... Le Comité Exécutif des Soviets, dépouillé des prérogatives définies dans la Constitution, sert de parlement croupion, assemblée intermittente de fonctionnaires moyens commis au vote automatique des projets de lois présentés par son Bureau permanent, avec faculté de disserter sur d'insignifiants détails.* »

Le Parti et son appareil

Le Parti est donc l'organe unique de la vie politique de l'immense « union » des républiques nées de l'ancien empire russe.

Comment vit cet organisme qui *souverainement* décide des conditions de vie, morale et physique, de cent trente millions d'hommes !

Souveraineté, certes. Mais il est difficile de la croire collective.

En 1930, « *le seizième Congrès, tenu deux ans et demi après le quinzième au mépris des statuts, réalise enfin l'idéal de Staline depuis longtemps accompli dans les congrès des Soviets, un meeting où des orateurs choisis discourent par ordre, où le chœur applaudit par ordre, vote des motions par ordre, chante par ordre l'*Internationale. *Désormais, aux assises du Parti comme auparavant aux assemblées délibérantes de l'Etat, les délégués se bornent à écouter en élèves bien sages la leçon qu'ils auront à réciter en maîtres prétentieux devant leurs inférieurs. Il en était ainsi dans bien des congrès précédents mais à un degré moindre et décroissant à mesure qu'on remonte vers Octobre.* »

On verra mieux :

« *On assiste en 1934 à une indicible apothéose quand il plaît à Staline de convoquer le dix-septième Congrès du Parti, trois ans et demi après le seizième et au lendemain d'une épuration qui a duré plus d'un an et* « nettoyé » *quelque* 300.000 *membres indignes. Tout gravite alors autour de la célébration du personnage le plus détesté de l'Union Soviétique. Une préparation soignée crée l'ambiance, brigades de flagorneurs et champions individuels se piquant d'émulation dans le panégyrique. Les uns et les autres collectionnent et dissèquent les aphorismes les plus banaux de leur idole, en font des sentences* « *historico-mondiales* ». *Sous tous les prétextes, et au besoin sans aucun motif orateurs et journalistes répètent à l'envi* « *Staline a eu raison* » *ou* « *comme l'a dit Staline* ». *Et chacun s'évertue à trouver de nouvelles épithètes laudatives car* « *brigadier de choc* », « *figure légendaire* », « *chef aimé* », « *penseur génial* » *et* « *Staline chéri* » *perdent leur éclat à force d'être ressassés. Aux abords du congrès le répertoire se gonfle de nouvelles hyperboles, dont celle de Boukharine qui traite Staline de* « *feld-maréchal de l'armée révolutionnaire* ». *...Pendant le Congrès un hosanna ininterrompu monte du matin au soir vers le* « *colosse d'acier* », *le* « grand pilote », *le* « grand ingénieur», *le* « grand architecte », *le* « grand maître », *le* « grand disciple des grands maîtres », *le* « plus grand des théoriciens », *le* « meilleur des léninistes », *enfin le* « meilleur des meilleurs »*... Tout cela s'imprime chaque jour, à chaque colonne de chaque page de chaque journal, dans un tutoiement extatique intraduisible. Au Congrès, qui s'intitule modestement* « *Congrès des vainqueurs* », *le record est battu par un des favoris, Kirov* (2), *lequel salue* « le plus grand chef de tous les temps et de tous les peuples ». *Les discours s'ouvrent et se ferment sur une profession de foi à la gloire du surhomme, avec explosion très spontanée d'ovations et d'acclamations inextinguibles. Il faut renoncer à dépeindre l'accueil réservé à Staline lui-même quand il prononce le rapport du Comité Central. Après le Congrès, les échos du plébiscite se répercutent à n'en plus finir dans des assemblées locales, des articles, des résolutions, des télégrammes.*

» *Ce n'est là qu'un panneau du diptyque. L'autre représente la déchéance inexprimable des vaincus... Staline exige des adversaires malheureux qu'ils se flagellent en public, qu'ils confessent leur abjection à la tribune, qu'ils rampent sous les vociférations de ses serviteurs acharnés à piétiner des hommes à terre. Une fois de plus, les capitulards de droite et de gauche reconnaissent leurs erreurs et plusieurs sont assez lâches pour se charger les uns les autres. Bien entendu, ils épuisent les dernières ressources du vocabulaire pour exhaler un enthousiasme de commande au sujet du triomphateur qu'ils maudissent dans leur for intérieur. Spectacle immonde où ni dupeurs ni dupés ne sont dupes de leurs duperies réciproques... Il faut croire que les inflexibles méthodes policières et pénitentiaires de Staline sont appropriées au milieu car elles lui procurent les résultats escomptés. A la fin du Congrès, l'un des derniers partisans notoires de l'opposition, Sosnovski, envoie de Sibérie sa soumission, suivie de près de celle de Racovski... Dans les prisons et les isolateurs, les camps et les bagnes, il ne reste guère que de courageux objecteurs politiques, dont les noms se perdent dans l'oubli... La personne de Staline est désormais incorporée à une puissance dictatoriale sans équivalent dans le monde et sans précédent dans l'histoire.* »

...On aurait tort de croire, à la lecture de ces pages, que ce plus grand tyran de l'histoire n'est qu'un monstre d'ambition et qu'il s'est poussé au faîte, mû par le seul désir du pouvoir personnel. Non... Je doute d'ailleurs, d'une manière générale, qu'il y ait des tyrans cyniques. La plupart des tyrans croient faire le bien ! Et, pour Staline, son ascension au pouvoir personnel, de même que la transformation de son Parti en machine à obéir et louer, tient certainement à la conception qu'avaient les bolcheviks du devenir de l'humanité. « *La pensée maîtresse de son parti se cristallisait en opinion simpliste ou plutôt mystique selon laquelle les intérêts de l'humanité seraient représentés exclusivement par un prolétariat idéal, le prolétariat par un parti prédestiné* (3), *ce parti par un Comité Central transcendant, le Comité central par son Politbureau.* En sa personne le secrétaire, Staline pouvait donc se considérer comme le pivot du système soviétique, modèle russe en réduction de la future république socialiste universelle... » Il y a là, dit Souvarine, « une superposition d'abstrac-

---

(1) Quelle drôle d'expression ! Dictature sur quoi ? On conçoit la dictature d'une classe *sur une autre*. Le mot dictature, comme le mot répression, indique *deux parties :* une partie qui donne les coups et l'autre qui les reçoit. Mais là où il n'y a, dit-on, qu'*une* classe, comment peut-on parler de dictature de cette classe ?

(2) Le même personnage, au plus fort de l'étouffement de la propagande de Trotski, au moment où des équipes, par pleins camions, allaient partout saboter les réunions de la gauche par les procédés que vous connaissez et par la correction physique des gauchistes, le même Kirov s'écriait : « Il n'y a jamais eu de plus grande démocratie que celle d'aujourd'hui dans l'histoire de notre parti. »

(3) Boukharine déclare le parti communiste « tout à fait à part et au-dessus de tout ».

tions dont le dernier terme seul traduit une réalité incontestable (1), le pouvoir incommensurable du Politbureau sur 130 millions d'individus ». Mais c'est pour les « bolcheviks moyens », dont Staline est le « type représentatif », une série de vérités révélées ! « *Ayant admis comme un dogme, une fois pour toutes, le mélange de vérités conditionnelles et d'erreurs vérifiées composant le bolchevisme, version russe approximative du marxisme, il mit sa volonté inflexible au service de cette croyance en s'incorporant à l'appareil, au point qu'on ne pourra longtemps distinguer entre Staline instrument de l'appareil, et l'appareil instrument de Staline.* »

Quelle est l'importance numérique de cet « appareil », et du Parti lui-même ? Elle est très variable dans le temps, naturellement. Voici quelques chiffres pour 1927. (Ils ont dû considérablement augmenter depuis.)

« Les cadres organiques du Parti ne comptent pas moins de 100.000 individus pour quelque 1.200.000 membres et stagiaires. En outre, environ la moitié de l'effectif total, soit plus d'un demi-million, se compose de fonctionnaires de l'Etat, des administrations syndicales et coopératives ou d'institutions annexes du Parti. L'autre moitié, employée dans la production, jouit d'une sécurité matérielle appréciable et n'aspire qu'à la consolider dans l'appareil. » « Dans ces conditions, ajoute Souvarine, le communiste moyen a le choix entre l'orthodoxie confortable et le chômage sans issue. »

L' « appareil d'Etat »

A côté des fonctionnaires du Parti, il y a, naturellement, les fonctionnaires de l'Etat.

« *De quelque* 800.000 *en* 1913 *d'après N. Roubakine, le nombre des fonctionnaires était passé à plus de* 7.365.000 *avant la Nep pour décliner ensuite et s'établir autour de* 3.722.000 *en* 1927, non compris *ceux du Parti et de ses multiples filiales, ceux des syndicats et des coopératives... Les statistiques partielles n'autorisent pas une estimation exacte du total, qui dépasse peut-être* 5.000.000 *en* 1930. « Nous ne pouvons briser cette énorme machine engendrée par l'état de civilisation extraordinairement arriéré de notre pays », *regrettait Boukharine au temps de son franc-parler, mais Staline ne songeait pas à amoindrir l'instrument de domination dont il avait hérité, qu'il a su depuis perfectionner. Au contraire, en supprimant la Nep, il renforce encore la bureaucratie qui, par les colkhozes, commence à s'immiscer même dans la gestion pratique de l'agriculture tout en achevant d'étaliser le commerce, la coopération et l'artisanat. Un fonctionnarisme sans précédent prolifère donc et s'hypertrophie, parallèle à l'industrialisation, diversifié dans les formes mais immuable au fond, pour le malheur du pays régenté par* « un trop grand nombre de fonctionnaires trop petits ». *Il faut renoncer à décrire hors d'un ouvrage spécial la malfaisance paperassière, le parasitisme insatiable dont les principaux organes bolchévistes signalent par intermittence certains effets tératologiques mais en respectant le mal dans ses causes profondes.* »

Cependant, le nombre des fonctionnaires n'est pas tout par lui-même. Dans tous les pays du monde, il y a deux sortes de fonctions tout à fait différentes : il y a des fonctions *productives* et il y a des fonctions d'*autorité*. Le facteur qui m'apporte mes lettres est un producteur; le flic qui me les ouvre est un parasite et un oppresseur. Le grand nombre de fonctionnaires dans un pays n'est pas nécessairement une source d'oppression par lui-même. Il ne le devient sûrement que si la proportion des *fonctionnaires d'autorité* est importante. Or, les gens qui manient les foudres gouvernementales et policières, les « *commissaires de contrôle* » en tous genres, ne diminuent pas en Russie. On vient même de créer des « sections politiques » à la campagne, dans les stations de tracteurs : imaginez des agents de la Sûreté qui ne seraient pas seulement chargés de l'espionnage, mais qui auraient pouvoir de décision en maintes matières qui intéressent la vie du travailleur : salaire, travail, nourriture, logement.

A noter d'ailleurs un phénomène particulier : la sorte de « sélection à rebours », comme dit Souvarine, qui s'est opérée entre ces deux catégories de fonctionnaires. « *Les meilleurs hommes de la révolution furent absorbés dans les cadres intellectuels subalternes de l'Etat, en vertu de leurs capacités, tandis que les plus médiocres, inutilisables dans la production, les échanges, les finances, l'enseignement, etc., constituaient l'armature du Parti, la* « *couche supérieure* » *de la société soviétique, de par ses prérogatives politiques. Lénine s'alarmait déjà de faits du même ordre en signalant* « le manque de culture de la catégorie dirigeante des communistes » *qui ignorent même leur ignorance. Tout bolchevik reconnu impropre aux responsabilités dans l'un quelconque des domaines du travail vital trouvait place, en fin de compte, dans la hiérarchie des secrétaires.* » Ordjonikidzé signalait le fait dès 1929 : « Les gens dont on ne sait que faire, et dont personne n'a besoin, on les place dans les commissions de contrôle », c'est-à-dire dans les innombrables polices qui sont les organes de la dictature.

Avec le temps, le nombre des fonctionnaires ne fait que s'accroître. Si bien que la gent bureaucratique, par la part qu'elle prélève sur le produit du travail « national », c'est-à-dire ouvrier, arrive à constituer une véritable classe exploiteuse.

« *La société dite soviétique repose à sa manière sur une exploitation de l'homme par l'homme, du producteur par le bureaucrate, technicien du pouvoir politique. A l'appropriation individuelle de la plus-value se substitue une appropriation collective par l'Etat, défalcation faite de la consommation parasitaire du fonctionnarisme. Staline a compté pour* 1933 *environ* 8.000.000 *de fonctionnaires et employés dont il est impossible de chiffrer le salaire utile. Mais la documentation officielle ne laisse aucun doute : sur le travail des classes subjuguées soumises à un* sweating system (2) *inexorable, la bureaucratie prélève une part indue correspondant plus ou moins à l'ancien profit capitaliste. Il s'est donc formé autour du Parti une nouvelle catégorie sociale intéressée au maintien de l'ordre établi et à la perpétuation de l'Etat dont Lénine prédisait l'extinction à mesure de la disparition des classes. Si les bolchéviks n'ont pas la propriété juridique des instruments de production et des moyens d'échange, ils détiennent la machine d'Etat qui leur permet toutes les spoliations par divers détours.* »

Racovski, déporté, écrivait dès 1930 du fond de la Sibérie : « *D'Etat ouvrier à déformations bureaucratiques, nous nous développons en un Etat bureaucratique à survivances prolétaro-communistes. Sous nos yeux s'est formée et se forme encore une grande classe dirigeante qui a ses subdivisions intérieures, qui s'accroît par voie de cooptation calculée... L'élément qui unit cette classe originale est une forme, originale aussi, de propriété privée, à savoir le pouvoir d'Etat.* »

J. PÉRA.

(*A suivre.*)

(1) Sorel avait déjà signalé le danger de « régler sa conduite sur de telles *super-réalités* et non de considérer les faits avec bon sens ».

(2) Anglais : littéralement « système suant ». Exploitation de la sueur humaine. Faire suer du profit. Etc...

UNE SOI-DISANT VICTOIRE

La grève des ouvriers agricoles de Narbonne

La grève des ouvriers agricoles a pris fin; je peux donc, sans crainte de nuire aux intérêts des travailleurs, dire ce que j'ai à en dire.

Situation ouvrière misérable

Pour bien comprendre ce mouvement revendicatif, il est indispensable de connaître la vie misérable du prolétariat de nos régions essentiellement vinicoles où le chômage, malgré les statistiques, sévit à l'état endémique, surtout dans la période précédant les vendanges.

Plus que dans les régions à cultures multiples, notre région à culture unique a subi les méfaits de la rationalisation à outrance dont le but est non pas la diminution de la peine des hommes, mais essentiellement celle du prix de revient. Dans le Narbonnais en particulier, ce processus a été poussé aux extrêmes limites. Les usines à vin que sont nos exploitations ont transformé leurs méthodes de production par une technique nouvelle : machinisme développé à l'extrême pour la transformation du produit, travail aux pièces dans une très large mesure. Tout comme dans l'industrie du bâtiment, le travail est donné à des tâcherons qui font travailler leurs esclaves au rabais. Cette forme de travail est la plaie de nos régions.

Quand les exploitants (nous parlons des gros vinassiers et non des petits propriétaires) ne donnent pas leurs travaux à tâche, ils compressent leurs frais d'exploitation :

1° En diminuant le taux horaire, en faisant fi des engagements pris antérieurement. Ainsi, à Narbonne, en août 1934 fut signé un contrat collectif de travail entre le syndicat confédéré et les employeurs, renouvelable par tacite reconduction mais pas avant août 1935. Or, au lendemain même de la signature dudit contrat, celui-ci fut violé par le patronat qui, dans certains cas, a diminué les journées de près de 40 %. L'accord portait les journées ordinaires à 24 francs; or, il y a quelque temps, certains patrons payaient leurs ouvriers à 14 francs. Dans certains villages de l'Hérault, à Florensac par exemple, malgré un syndicat soi-disant puissant, certaines journées ont été portées à 13 francs. Dans l'ensemble, 17 fr. 50. A Nissan, où existe un syndicat unifié, le taux horaire a été porté pendant l'été à 2 francs (deux francs).

2° En diminuant le nombre de personnel employé et en augmentant le nombre d'heures de travail.

Dans les granges, un grand nombre de locaux d'habitation sont vides. Telles exploitations qui occupaient 25 ou 30 hommes n'en occupent plus que 10. Lorsque les journaliers sont logés, leur employeur, dans bien des cas, se fait à la fois exploiteur et vautour en exigeant de ces ouvriers soit une heure de travail supplémentaire, soit 1 franc de location journalière pour le taudis qu'il met à leur disposition.

Au cours de mes pérégrinations de grange en grange, combien n'ai-je pas vu de malheureux qui, par suite d'une période de mauvais temps, devenaient les débiteurs de leurs patrons logeurs !

Forces syndicales et contrat collectif

La diminution du prix de revient, qui a jeté sur le marché du travail un grand nombre de travailleurs agricoles a, de ce fait, multiplié le nombre des chômeurs.

Une fois ce premier point établi, il est très facile de voir dans quelles conditions se présentait le marché du travail aux veilles des vendanges :

a) Chômeurs en très grand nombre;

b) Syndicats moribonds;

c) Vieille habitude de déposer un contrat aux veilles des vendanges, les syndicats ne faisant rien entre temps pour veiller à l'application de celui-ci.

A noter que notre Bourse du Travail n'est fréquentée par les corporants qu'à cette époque et aussi par les non-corporants qui essaient de profiter de cette période, où la loi de l'offre et de la demande joue en faveur des ouvriers, pour se livrer aux occupations de l'agriculture.

Lorsque nous disons que l'organisation syndicale est squelettique, nous sommes en deçà de la vérité; sur plus de 2.000 ouvriers agricoles à Narbonne, il y a à peine 70 syndiqués réguliers, se répartissant ainsi : une cinquantaine au syndicat confédéré dont beaucoup d'éléments vieux chez qui l'esprit combatif n'est pas la qualité première; une quinzaine chez les unitaires (dont des non-corporants) qui n'ont ressenti la nécessité de constituer un syndicat à côté de celui déjà existant (juillet 1934) qu'au moment où il était plus indispensable que jamais de regrouper les forces éparses.

Si c'est vrai, à l'heure présente le syndicat unitaire s'est augmenté de nombreuses unités en distribuant des cartes chômeurs C. G. T. U. à des hommes qui n'ont jamais eu le courage de se syndiquer lorsqu'ils ont travaillé pour un patron. Drôle de conception du syndicalisme !

Après ce regard sur les forces syndicales des agricoles narbonnais, il est peut-être utile de préciser que, dans le courant de l'été dernier, un congrès régional commun eut lieu, où confédérés, unitaires, unifiés établirent un cahier de revendications communes qui devaient servir de base au contrat collectif à déposer par les divers syndicats de la région au moment opportun qui, invariablement, est la période des vendanges.

Nous vîmes unitaires et confédérés à peu près d'accord pour chanter un los en faveur d'un contrat ou plutôt du principe du contrat dont, hélas ! ni les uns ni les autres (je parle pour les militants et non pour ceux à qui on bourre le crâne en prônant les vertus dudit) n'ont jamais pu obtenir l'application.

Un fait assez curieux mais qui ne nous surprend guère, nous syndicalistes, c'est l'attitude de ceux qui (les unitaires) avaient jusqu'à ces derniers temps condamné, souvent avec raison, le bourrage de crânes qui consiste à donner au contrat une valeur qu'en fait il ne peut avoir, cette valeur étant et ne pouvant que résulter du rapport des forces ouvrières et patronales. Dans une région où la proportion de syndiqués est infime, il est oiseux de parler de contrat, le patronat pouvant signer tout ce que l'on voudra en période de vendanges, sachant qu'il pourra, quand il le voudra, violer la parole donnée.

Nous avons parlé plus haut de la plaie qu'est le tâcheronat. Certaine clause du contrat a trait au tâcheronat; celle-ci est déjà violée par les patrons au lendemain même de la signature. Et ici je pose une question aux camarades confédérés de Coursan qui sont les seuls à déployer une activité vraiment syndicaliste : Se sont-ils jamais leurrés, eux, sur la valeur des contrats ?

Depuis toujours, ils tiennent haut et ferme le drapeau du syndicalisme révolutionnaire; l'action directe n'est pas un vain mot à Coursan.

Est-ce une déformation due à l'ambiance des alentours ? Ils ont cru devoir déléguer des camarades, dans le courant du printemps dernier, auprès du ministère du Travail. Pour une fois, ils firent une entorse à la tradition syndicaliste; ils se firent escorter de députés et autres personnalités.

On leur promit beaucoup pour la suppression des marchands d'hommes. Le résultat ? Où en es-tu, camarade Freu ?

Le mouvement et son issue

Après le dépôt au greffe de la Justice de paix du contrat-type élaboré par le congrès commun, les syndicats tinrent un meeting commun qui obtint un franc succès (dimanche 1er septembre).

Depuis le matin même, le Comité des chômeurs — dont les dirigeants sont quelques-uns unitaires, la plupart communistes officieux ou officiels — s'était emparé du matériel de l'Union locale confédérée sans autorisation préalable pour l'installation de soupes populaires. Ce matériel ne devait servir qu'en cas de conflit. Il apparaissait donc que la grève était inévitable et voulue. Fait peut-être unique dans les annales du mouvement syndical, la solidarité s'exerçait avant même que le conflit soit déclenché.

La Bourse, dès le dimanche, revêtait une animation inaccoutumée. Tous les chômeurs qui arrivaient à Narbonne en quête de travail étaient canalisés sur la Bourse du Travail et devaient, selon les dires de certains dirigeants du mouvement, épauler les piquets de grève éventuels.

Le lundi 2 septembre eut lieu, dans la soirée, un vaste meeting à la Bourse. A la même heure avait lieu la première entrevue entre les délégations ouvrière et patronale; cette dernière se montra d'une intransigeance telle qu'il était très difficile d'éviter le conflit. Les offres patronales étaient dérisoires : 24 francs pour les hommes et 14 francs pour les femmes par journée de vendange; 14 fr. par jour pour les hommes et 7 francs pour les femmes pour tous les autres travaux. A la fin de la soirée, ils offraient 1 franc par journée en plus.

Devant de telles propositions, l'assemblée ouvrière protesta et, pendant le meeting, déclara se mettre en grève, sans pour cela qu'auparavant les organisations syndicales fussent consultées. Ce furent les travailleurs occasionnels des vendanges et les chômeurs déjà canalisés à la Bourse qui, formant le gros de l'assemblée, déclarèrent la grève.

La grève échappa aux organismes syndicaux et c'étaient les éléments extérieurs qui, à partir de cet instant, donnaient le ton au mouvement.

La plus grande erreur que commirent les confédérés fut d'accepter de figurer dans un tel comité de grève et d'endosser les responsabilités qui ne manquèrent pas de surgir. A noter tout de même que Sermet, secrétaire de l'U. D., et Ferval, secrétaire du syndicat confédéré, firent observer aux dirigeants unitaires l'irrégularité de pareilles méthodes consistant à déclencher la grève avant que les vendanges fussent commencées. Aucun compte ne fut tenu de leurs observations. Certain délégué unitaire déclara : « Ça n'a pas d'importance, nous sommes chômeurs. » (Rapport du secrétaire de l'U. D. confédérée.)

Dès lors, un comité de grève fut constitué, comprenant trois unitaires dont deux non-corporants et trois confédérés agriculteurs. Deuxième faute des confédérés d'admettre des non-corporants au comité de grève.

Malgré la composition hétéroclite du comité de grève, le mouvement se déroulait dans l'enthousiasme des premiers combats et des premiers heurts avec la force armée. A part quelques arrestations inévitables et quelques scènes de brutalité coutumières aux fils de paysans ayant délaissé le travail ingrat de la glèbe pour celui plus lucratif d'assommeurs du prolétariat.

Dès le jeudi, les propriétaires, devant le temps incertain qui pouvait compromettre leurs récoltes, proposent l'arbitrage sur une base de 27 et 17 fr. Occasion inespérée qui eût permis de terminer le conflit cinq jours plus tôt tout en obtenant les mêmes résultats, voire peut-être supérieurs, et eût donné aux travailleurs l'apparence de voir le patronat capituler.

A ces propositions, les grévistes répondirent par une fin de non-recevoir. « Pas d'arbitrage », disaient-ils. « L'acceptation totale de notre contrat », clamaient leurs orateurs. C'était méconnaître la capacité de résistance d'un prolétariat inorganisé; aussi, dès le vendredi et le samedi, un certain flottement se faisait-il sentir. Certains propriétaires madrés disaient accepter le contrat à la condition qu'on leur laisse rentrer leurs récoltes, signaient même un chiffon de papier avec la ferme intention de ne pas s'y conformer dès que la récolte seraient rentrée; et, monstruosité, nous vîmes un comité de grève accepter et faire poser sur les murs de la ville une affiche désagrégeant le bloc ouvrier et permettant à des gens de mauvaise foi de rentrer leur récolte.

Dès ce moment, la grève était dans les choux et Parsal, secrétaire de la fédération unitaire, qui le jeudi se prononçait contre tout arbitrage, demandait téléphoniquement au sous-préfet une entrevue en conciliation, entrevue qui permit aux deux parties de signer un contrat lamentable pour les travailleurs, où les garanties les plus élémentaires ne furent même pas prises, à savoir le non-renvoi des ouvriers grévistes. Et dès le lendemain certain patron renvoyait des membres du comité de grève, ainsi que nombre d'autres travailleurs, sans qu'il soit possible d'obtenir leur réintégration.

◇

Voilà, relaté sommairement, ce que certains organes tels que le *Populaire*, l'*Humanité* et le *Peuple* qualifient de victoire des ouvriers agricoles. Souhaitons pour le prolétariat qu'il n'en soit pas souvent ainsi.

Il faut tirer du conflit de Narbonne tout l'enseignement qu'il comporte, à savoir :

1° Que tout mouvement revendicatif comporte une organisation sérieuse des corporants sur le terrain économique (le syndicat);

2° Que partout où existeront plusieurs syndicats d'une même corporation des luttes internes compromettront toujours les mouvements, l'unité organique ne pouvant être remplacée par l'unité d'action;

3° Nécessité absolue d'évincer des postes de direction les non-corporants n'ayant rien à voir avec les aspirations corporatives des syndiqués;

4° Indépendance absolue du mouvement syndical et ne jamais accepter la tutelle directe ou indirecte d'organisations extérieures qui, sous prétexte d'épauler le mouvement, ne manquent jamais, directement ou indirectement, de mettre le nez dans les affaires corporatives;

5° Seuls, les syndicats peuvent et doivent prendre dans leur sein les décisions qu'ils considèrent comme capables de répondre à leurs aspirations.

Autant de points considérés comme négligeables et dont l'inobservance aboutit à la « grande victoire » dont je viens de vous entretenir.

ALBERT,
de la C.E. de l'U.D.

ENTRE NOUS

Notre souscription

Septembre : Meyssonnier (Côtes-du-Nord) 20 fr.; Martin (Drôme), 10 fr.; Glodeau (Seine), 5 fr.; Farsy (Pas-de-Calais), 10 fr.; Leblanc (Aisne), 10 fr.; Ménard (Paris), 5 fr.; Anonyme, 1 fr.; F. Abbas (Constantine), 20 fr.; E. Ammann (Rhône), 10 fr.; Albert Pierre (Aude), 5 fr.; Pelletier Albert (Paris), 10 fr.; Wipf (Paris), 10 fr. — Total : 116 francs.

Les abonnements nouveaux

Septembre: Paris, 3; Seine, 3; Seine-et-Marne, 1; Aude, 1; Corse, 1; Côte-d'Or, 2; Côtes-du-Nord, 1; Dordogne, 1; Finistère, 1; Gironde, 2; Loire, 1; Maine-et-Loire, 1; Puy-de-Dôme, 1; Rhône, 1; Maroc, 1; Tunisie, 1; Belgique, 2. — Total : 24.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.



LA COOTYPOGRAPHIE, 11, R. DE METZ, COURBEVOIE. TÉL. 280


Les difficultés seraient vaincues

L'ouvrier qui vient vivre dans un pays dont il ne connaît pas la langue est une proie facile pour l'exploiteur : il ne peut ni s'informer des conditions de travail auprès des autres ouvriers, ni se faire comprendre de ceux-ci lorsqu'il est embarrassé dans sa tâche. Si l'esperanto était la seconde langue maternelle de tous les travailleurs, de nombreuses difficultés auxquelles se heurtent les « étrangers » seraient vaincues. Tous les ouvriers ont donc intérêt à apprendre la langue internationale.

Cours gratuit par correspondance à la Fédération Espérantiste Ouvrière, 115, boulevard Aristide-Briand, à Montreuil-Paris. (Timbre pour réponse). Envoi du « Cours Elémentaire d'Esperanto » et abonnement à dix numéros du *Travailleur Espérantiste* contre 2 fr. 50 en timbres.